

Comment construire une Europe féministe ?



Après les élections européennes,

les défis face à l'extrême droite

EQUI
POP.
ORG

Rapport rédigé par :

Lucie Daniel, Responsable de plaidoyer et d'études pour Equipop
Moline Chauvris, assistante plaidoyer pour Equipop

Contributions : Clara Dereudre, Elise Petitpas et Nicolas Rainaud

Direction de la publication : Aurélie Gal-Régniez

Secrétariat de rédaction : Camille Frouin

Création graphique sous logiciels libres : figureslibres.cc / **illustrations :** Wilfrid Crenel

Impression : iLLiCO de L'Artésienne - Novembre 2024

Les points de vue et opinions exprimés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement ceux du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll.

Résumé exécutif

Depuis plusieurs années, Equipop se joint à l'action collective des chercheuses et réseaux féministes qui documentent les stratégies des mouvements anti-droits et alertent sur leur impact en France, en Europe et dans le monde. En mai 2024, à un mois des élections européennes, l'association publiait un rapport intitulé « Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent ». L'objectif : informer sur les dangers de l'extrême droite, en particulier pour l'égalité de genre et les droits fondamentaux des femmes, et appeler les partis politiques et les médias à prendre leurs responsabilités dans l'animation du débat public autour de ces enjeux. Malgré ces alertes, **les droits des femmes ont été quasiment absents des débats politiques, et l'issue du scrutin a confirmé l'analyse de nombreuses actrices politiques, associatives, académiques, à savoir une montée historique des partis d'extrême droite, notamment en Europe de l'Ouest, et y compris au sein de pays fondateurs de l'Union européenne.**

Ce nouveau rapport vise à **identifier des leviers d'action pour construire une Europe féministe dans ce contexte de montée de l'extrême droite**. Dans un premier temps, il dresse un état des lieux de l'UE post-élections en analysant les stratégies politiques et électorales des partis d'extrême droite, le traitement médiatique de ces élections, ainsi que la composition du nouveau Parlement européen et les nouvelles relations de pouvoir qui s'y jouent. Il propose ensuite une analyse approfondie des partis d'extrême droite, en soulignant les dangers qu'ils représentent, notamment par leur unité autour d'idéologies réactionnaires racistes et sexistes. Enfin, le rapport propose des perspectives pour faire avancer l'égalité de genre au sein de l'Union européenne, en identifiant les leviers à activer par les forces progressistes dans les institutions et parmi les élu·e·s et décideur·euse·s politiques de l'UE.

— Montée historique de l'extrême droite au Parlement européen et enjeux pour les droits des femmes

À l'issue des élections de 2024, on pourrait croire à tort que les grands équilibres du Parlement européen ont été préservés, avec le maintien du Parti populaire européen et des Socialistes et Démocrates aux rangs de premier et deuxième groupes politiques. Mais **la réalité est beaucoup plus complexe dès lors qu'on analyse ces résultats à l'aune des droits des femmes et de l'égalité de genre.**

Plusieurs partis politiques traditionnellement favorables à l'égalité de genre ont en effet perdu de nombreux sièges au Parlement européen, notamment Les Verts et les centristes de Renew Europe. Le Parti Populaire Européen, dont les positions sont souvent peu favorables aux droits des femmes, reste le premier parti du parlement. **Les partis d'extrême droite, qui représentent la principale opposition aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, ont quant à eux renforcé leur présence et leurs alliances.** Un mois après l'annonce des résultats, Jordan Bardella a ainsi annoncé la création d'un nouveau parti avec le dirigeant hongrois misogyne et homophobe Viktor Orbán. Le parti Fratelli d'Italia est arrivé premier des élections en Italie et sa tête de liste et présidente du conseil des

ministres italienne, Giorgia Meloni, occupe une place de plus en plus influente au sein du groupe d'extrême droite des Conservateurs et Réformistes Européens. D'autres partis d'extrême droite créés il y a quelques années ont également obtenu leurs premiers sièges, comme que le parti Reconquête fondé par Éric Zemmour en France. Cette reconfiguration se traduit par un virage à droite du parlement. **Concrètement, les groupes politiques de droite et d'extrême droite (Parti Populaire Européen, Conservateurs et Réformistes Européens, Patriotes pour l'Europe, Europe des Nations Souveraines) peuvent désormais constituer une majorité absolue au sein du Parlement européen sur les sujets qui les unissent, notamment l'anti-féminisme.**

En plus de ces gains au sein du Parlement européen, il est important de noter que l'extrême droite est arrivée en tête du scrutin dans cinq pays - en France, en Italie, en Autriche, en Belgique et en Hongrie - et que des dignes républicaines ont sauté. En France, le parti d'extrême droite de Marine Le Pen, et sa tête de liste Jordan Bardella, arrivent premiers avec un score historique. Lors de la campagne législative qui a suivi les Européennes, le président du parti français de droite Les Républicains Éric Ciotti a fait alliance avec le Rassemblement national. En Allemagne, le parti Alternative für Deutschland a enregistré un score sans précédent. Aux Pays-Bas, l'extrême droite est arrivée deuxième, derrière la liste de l'alliance de la gauche néerlandaise. Malgré des scores nettement plus bas dans des pays comme l'Espagne, la Finlande, la Suède et le Danemark, et une victoire notable du parti pro-Europe en Pologne, l'extrême droite sort donc renforcée de ces élections.

Les enjeux pour les droits des femmes sont immenses : quelle place va être accordée aux financements pour l'égalité de genre lors de la négociation du futur budget européen ? Comment des chantiers comme l'inscription de l'IVG dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE vont-ils être portés ? Comment l'approche législative et les rapports de forces vont-ils évoluer ? Comment les consensus nécessaires au fonctionnement du parlement vont-ils être influencés par l'extrême droite ? Comment le PPE, qui joue par sa force numérique un rôle pivot au sein du parlement, va-t-il se positionner vis-à-vis de l'extrême droite ? Le « cordon sanitaire » qui caractérisait jusqu'ici le Parlement européen et qui permettait une relative marginalisation de l'extrême droite va-t-il être maintenu ?

Enfin, **le traitement médiatique de ces élections européennes a été marqué dans plusieurs pays par une surexposition des partis d'extrême droite et des discours racistes.** Plusieurs médias ont agi comme des caisses de résonance, participant à ancrer dans les débats publics les sujets traditionnellement porteurs pour l'extrême droite (sécurité, immigration) et en reprenant certains de ses éléments rhétoriques. Ces élections ont démontré les dérives du paysage médiatique dans plusieurs pays fondateurs de l'UE, comme la France ou l'Italie, où l'influence de l'extrême droite se fait de plus en plus ressentir sur les lignes éditoriales de grands médias généralistes.

À l'heure où ce rapport est publié, on peut s'interroger sur la continuité de la lutte pour l'égalité de genre. En effet, la nouvelle Commission européenne d'Ursula Von der Leyen débute ses travaux dans une composition non paritaire et sans le poste de commissaire dédié spécifiquement à l'Égalité, qui a été supprimé. Lors de son discours inaugural devant le nouveau Parlement européen, Viktor Orbán a quant à lui donné le ton de la présidence hongroise du Conseil de l'UE, en reprenant les grandes lignes caractéristiques de l'extrême droite européenne, marquée par l'anti-immigration, le nationalisme et le climatoscepticisme. Le fait que ce dirigeant, connu pour ses politiques ouvertement misogynes et anti-LGBTQIA+, établisse dans son discours un lien entre d'une part l'immigration et d'autre part les violences faites aux femmes et l'homophobie, en dit long sur l'instrumentalisation de ces sujets par l'extrême droite en Europe aujourd'hui. C'est **une illustration frappante de la réappropriation et du dévoiement des luttes féministes par l'extrême droite à des fins racistes.**

— Dans un contexte de « backlash », construire une Europe féministe est possible et plus que jamais nécessaire

Cette montée de l'extrême droite est une des manifestations du « backlash » en cours contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ en Europe. Alors que les mobilisations de la société civile ont permis ces dix dernières années des avancées notables sur des enjeux comme la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'accès à l'avortement ou l'adoption de politiques étrangères féministes, des mouvements conservateurs et anti-droits s'organisent pour saper ces progrès, maintenir un statu quo patriarcal, voire faire reculer des droits durement acquis.

Pour autant, cette offensive réactionnaire n'est pas inarrêtable. Partout où elle sévit, des organisations féministes, des mouvements sociaux et politiques s'organisent pour y résister. En France, par exemple, plusieurs leviers ont été activés pendant la campagne des législatives : les associations féministes ont lancé une grande campagne de mobilisation citoyenne sous le slogan #AlertesFéministes, les médias indépendants ont enquêté sur les candidat-e-s d'extrême droite et les forces politiques de gauche, du centre et pour partie de droite se sont rassemblées lors du second tour des élections pour présenter des candidatures uniques face au RN et organiser ainsi un « front républicain ». Ces efforts conjugués ont permis d'écarter du pouvoir la liste d'extrême droite de Jordan Bardella. En Slovénie, un collectif féministe a lancé l'initiative citoyenne européenne « Ma voix, mon choix », afin de créer « un mécanisme financier aidant les États membres de l'UE à fournir une possibilité d'avorter sans risque à toutes celles qui n'y ont pas accès » (les initiatrices estiment que cela concerne plus de 20 millions de femmes aujourd'hui en Europe).

Face aux défis de la montée de l'extrême droite, comment construire une Europe féministe ? Quelles sont les possibilités d'action pour les forces progressistes de l'UE ? Quel rôle les médias peuvent-ils jouer pour faire reculer les discours d'extrême droite dans le débat public ?

Des leviers d'action existent. Equipop en a identifié une trentaine, autour de cinq axes stratégiques :

- 1. Promouvoir des approches genre dans tous les portefeuilles de la Commission européenne**
- 2. Sécuriser des financements pour l'égalité de genre**
- 3. Bâtir sur les outils et avancées européennes**
- 4. Maintenir une voix européenne progressiste dans les instances multilatérales**
- 5. Changer le traitement médiatique de l'extrême droite européenne**

Les quatre premiers s'adressent **aux membres des institutions européennes, aux eurodéputé-e-s, aux décideur-euse-s politiques des États de l'UE, qui ont la responsabilité de promouvoir des politiques publiques européennes favorables à l'égalité de genre**, conformément aux textes fondateurs de l'UE. Le cinquième s'adresse **aux médias, qui ont quant à eux la responsabilité de déconstruire les discours de haine et de désinformation de l'extrême droite et d'outiller les citoyen-ne-s de l'UE** pour qu'ils et elles puissent tenir leurs élu-e-s redevables de leurs engagements et obligations.

Qu'entend-on par « extrême droite » ?

L'extrême droite est traditionnellement définie comme un ensemble de partis politiques, d'organisations et de médias portant un agenda politique axé autour du rejet de l'immigration, voire d'une xénophobie assumée ; d'un projet autoritaire en matière de politique intérieure, et d'une rhétorique anti-système hostile aux partis traditionnels. Pour Equipop et bon nombre de chercheuses et expertes féministes, il faut également y ajouter un anti-féminisme profond et un agenda « antigendre », opposé aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ et visant à maintenir les normes genrées et patriarcales.

Sommaire

Résumé exécutif..... 3

Élections européennes : une montée historique de l'extrême droite dans le débat public et dans les urnes..... 7

- 1 Les droits des femmes dans la campagne : entre invisibilisation et instrumentalisation.....8
- 2 Un paysage médiatique qui se droitise et qui amplifie les idées d'extrême droite.....10
- 3 L'extrême droite investit les réseaux sociaux.....12
- 4 Un parlement européen plus à droite et qui s'éloigne encore de la parité.....14

L'extrême droite au Parlement européen : une coalition misogyne et raciste qui s'organise..... 18

- 1 Le « cordon sanitaire » européen menacé.....19
- 2 Un socle idéologique patriarcal et raciste et un agenda commun.....20
 - Une forte dimension raciste et anti-immigration.....20
 - Un agenda anti-genre et opposé aux droits et à la santé sexuels et reproductifs.....22
 - Une synthèse : le fémonationalisme.....23
- 3 L'extrême droite unie pour le pire.....25

Les perspectives pour faire avancer l'égalité de genre..... 26

- 1 Promouvoir des approches genre dans tous les portefeuilles de la Commission européenne...27
- 2 Sécuriser des financements pour l'égalité de genre.....29
- 3 Bâtir sur les outils et avancées de l'Union européenne.....31
- 4 Maintenir une voix européenne progressiste dans les instances multilatérales.....34
- 5 Changer le traitement médiatique de l'extrême droite européenne.....35

Sigles et glossaire..... 37

Notes de bas de page et références..... 39

Élections européennes : une montée historique de l'extrême droite dans le débat public et dans les urnes



1 Les droits des femmes dans la campagne : entre invisibilisation et instrumentalisation

Pour analyser la campagne pour les Européennes, il faut aborder ces élections comme 27 élections nationales, et donc comprendre les dynamiques au niveau des États membres de l'UE. Dans de nombreux pays, le scrutin s'est décidé sur des enjeux nationaux, les élections ont été présentées par les partis d'opposition, notamment d'extrême droite, comme des sortes de référendums pour ou contre les majorités en place, ce qui a permis à l'extrême droite de « capitaliser » sur l'impopularité des gouvernements et de se présenter comme une alternative. Les questions et préoccupations des citoyen-ne-s liées au pouvoir d'achat, à la paupérisation des classes moyennes et à la détérioration des services publics ont ainsi été instrumentalisées par l'extrême droite, à travers des discours simplistes et l'identification de boucs-émissaires. Selon Jacob Ross, il existe un lien de corrélation entre la détérioration des services publics et la popularité de l'extrême droite¹, thèse également adoptée par le chercheur Félicien Faury qui explique que « l'extrême droite fustige la fraude sociale et l'immigration, qu'elle rend responsables des difficultés de nos services publics »².

Cette campagne a été caractérisée par la quasi absence des droits des femmes. Non seulement ce sujet n'a pas été défendu de façon proactive par les partis plus progressistes, mais en plus, dans les rares cas où les droits des femmes ont été abordés, c'était par l'extrême droite elle-même, dans une stratégie d'instrumentalisation dirigée contre l'immigration.

Ensuite, cette campagne a été marquée par l'omniprésence du sujet de l'immigration, et, plus important encore, dans les termes définis par l'extrême droite. Selon la chercheuse Marie-Laure Basilien-Gainche, les partis d'extrême droite tirent un fil selon lequel les personnes exilées ne sont perçues que sous le prisme du « problème » et l'immigration est présentée par les gouvernements et les partis d'extrême droite comme un danger à maîtriser³. Aux Pays-Bas, le parti d'extrême droite *Partij voor de Vrijheid* (PVV) a ainsi centré sa campagne sur l'opposition à l'immigration et à l'islam, basant son programme sur une réduction drastique de l'immigration et une sortie des Pays-Bas de l'Union européenne (*"Nexit"*).

Enfin, cette campagne a été caractérisée par la quasi absence des droits des femmes. Non seulement ce sujet n'a pas été défendu de façon proactive par les partis plus progressistes, mais en plus, dans les rares cas où les droits des femmes ont été abordés, c'était par l'extrême droite elle-même, dans une stratégie d'instrumentalisation dirigée contre l'immigration. En France, par exemple, les têtes de liste d'extrême droite Marion Maréchal et Jordan Bardella ont présenté l'immigration comme l'un des principaux dangers en France pour les droits des femmes, en accusant les migrants d'être les premiers responsables des violences sexistes et sexuelles. Ces accusations, en plus d'être infondées (dans 91 % des cas, l'agresseur est un proche, souvent le conjoint ou l'ex-conjoint⁴), sont particulièrement dangereuses car elles insinuent qu'il existerait un « profil type » de violeur, un mythe que les féministes s'attachent à déconstruire depuis des dizaines d'années. Appréhender les violences sexistes et sexuelles à travers le seul prisme de l'origine des hommes est non seulement profondément raciste, mais c'est aussi occulter le premier dénominateur commun des agresseurs : ce sont avant tout, en écrasante majorité, des hommes. Il s'agit donc avant tout d'une violence masculine, rendue possible et tolérée par le patriarcat et la culture du viol. En omettant cela, les partis d'extrême droite contribuent à dédouaner tous les autres hommes responsables de violences sexistes et

sexuelles. Ces discours font partie des raisons pour lesquelles la parole des femmes est encore trop souvent mise en doute, minimisée, lorsqu'elles portent plainte contre un mari, un père ou un voisin qui ne correspond pas à cet imaginaire de « l'étranger ».

Trois cas pratiques : la communication électorale du Rassemblement national (RN, France), de l'Alternative für Deutschland (AfD, Allemagne) et de Fratelli d'Italia (Italie)

Une analyse rapide des programmes du RN, de l'AfD et de Fratelli d'Italia, les trois premiers partis d'extrême droite respectivement en France, en Allemagne et en Italie, met en évidence un certain nombre de marqueurs idéologiques. Quelque soit la tactique utilisée par ces partis, avec des programmes électoraux plus ou moins ouvertement opposés aux droits des femmes, il est important de comprendre qu'une fois au pouvoir, l'extrême droite attaque toujours les droits des femmes et l'égalité de genre. C'est le cas de Giorgia Meloni dont le parti a fait passer plusieurs mesures LGBTphobes et anti-avortement depuis son arrivée au pouvoir en 2022. Et c'est le cas des eurodéputé·e·s du RN, de l'AfD et de Fratelli d'Italia qui s'opposent ou s'abstiennent systématiquement lorsqu'il s'agit de voter sur des textes liés aux droits des femmes.

En Italie, Giorgia Meloni a dirigé la liste de son parti Fratelli d'Italia pour les élections européennes 2024. Elle a su capitaliser sur sa popularité, obtenant 29 %⁵ des voix et 24 sièges au sein du nouveau Parlement européen. Le programme de son parti met l'accent sur des mesures natalistes, un élément de rhétorique caractéristique de l'extrême droite. Des propositions a priori intéressantes, comme l'établissement de fonds de soutien aux mères « en situation de vulnérabilité », sont en fait utilisées comme des leviers démographiques pour faire face à un prétendu « déclin civilisationnel » de l'Europe qu'il conviendrait de compenser. Le programme renvoie les femmes à une fonction procréatrice, privilégiant l'intérêt national sur leurs choix personnels. La Présidente du Conseil des ministres d'Italie défend une vision conservatrice de la famille, tout en promouvant un agenda anti-avortement et anti immigration. En 2019, elle se présentait en ces termes : « Je suis Giorgia. Je suis une femme, je suis une mère, je suis chrétienne » utilisant le cliché de la figure maternelle italienne dans son discours d'identité nationale⁶. En 2022, elle exprimait son souhait de défendre la liberté des femmes « à faire un autre choix, si elles ne veulent pas avorter »⁷. En mai 2024, son parti a proposé un amendement facilitant l'accès des militants anti-choix aux plannings familiaux⁸.

En Allemagne, le programme de l'AfD a une très forte composante anti-immigration et anti-musulman-ne-s. Sur les questions de genre, il est proche de celui de Fratelli d'Italia. Il met fortement l'accent sur la « structure familiale traditionnelle » composée d'un homme et d'une femme (d'autres structures familiales sont tolérées mais ne sont pas considérées comme égales). L'AfD prétend défendre l'égalité entre les hommes et les femmes, mais sa vision de l'égalité ne s'applique que lorsque les hommes et les femmes répondent à des rôles traditionnels genrés. L'AfD détourne le principe du « droit à la vie » pour restreindre le droit à l'avortement qui devrait, selon le parti, devenir l'exception absolue. L'AfD s'oppose également aux études de genre, qu'elle qualifie de « pseudo science » et somme l'UE de « cesser immédiatement de promouvoir cette idéologie ». Par cette position, le parti tente de discréditer un champ de recherche pluridisciplinaire solide en sciences humaines et sociales, qui a largement fait ses preuves dans le monde académique.

En France, le RN a utilisé des tactiques différentes pendant la campagne des Européennes puis la campagne consécutive des élections législatives. La séquence européenne de Jordan Bardella a été marquée par une quasi-absence du sujet des droits des femmes. Le programme du RN pour les Européennes ne mentionne d'ailleurs pas une seule fois le mot « femmes ». À première vue, cela pourrait confirmer que le RN juge que les droits des femmes ne sont pas un sujet politique digne d'intérêt. Mais cette omission s'inscrit en fait dans une stratégie plus pernicieuse de ce parti d'extrême droite, qui a bel et bien un agenda anti-droits des femmes et anti-genre, mais qui avance de façon masquée, comme en témoignent les oppositions et abstentions systématiques du RN sur les textes ayant trait aux droits des femmes au Parlement européen⁹. Pendant les législatives françaises de juillet 2024, Jordan Bardella, alors président du RN et aspirant au poste de Premier ministre, a adopté une autre stratégie électorale. Dans une vidéo destinée « à toutes les femmes de France », il déclare qu'« en France, la femme est libre et elle le restera » et se dit en faveur du « droit fondamental à disposer de son corps ». Il fait un lien entre l'immigration, l'insécurité et les violences faites aux femmes lorsqu'il affirme qu'il reprendra « le contrôle de la politique migratoire » française, en expulsant les délinquants et criminels étrangers et qu'il renforcera les sanctions contre les violences faites aux femmes, au nom de la « liberté de chaque femme de circuler librement dans l'espace public ». Cette stratégie est doublement dangereuse : en plus d'être raciste, elle instrumentalise un combat féministe légitime, sans y apporter aucune solution sincère ni crédible, la très grande majorité des auteurs de violences étant des proches des victimes.

2 Un paysage médiatique qui se droitise et qui amplifie les idées d'extrême droite

Pour comprendre les résultats du scrutin européen, il est également pertinent d'analyser comment les médias participent d'une part à la mise à l'agenda des discours d'extrême droite, et d'autre part à l'invisibilisation des enjeux féministes.

Sur le premier point, l'installation de l'extrême droite dans les médias n'est pas nouvelle. Selon les pays, elle résulte de différents facteurs et prend diverses formes. En Hongrie, par exemple, c'est le résultat d'une politique de contrôle des médias par le dirigeant Viktor Orbán. Le dirigeant hongrois se réclame lui-même du concept de « démocratie illibérale », qui permet selon lui de dissocier le libéralisme politique, qu'il rejette, de la démocratie. Depuis son retour au pouvoir en 2010, il n'a pas cessé de porter atteinte au pluralisme et à l'indépendance des médias, transformant l'audiovisuel public en organe de propagande. Selon Reporters sans frontières, « grâce aux manœuvres politico-économiques et au rachat des médias par les oligarques proches du Fidesz, le parti au pouvoir, celui-ci contrôle désormais 80 % du paysage médiatique »¹⁰.

En Italie, la liberté de la presse et l'indépendance des médias sont également sous pression, comme le souligne le rapport annuel sur l'État de droit du Conseil de l'Europe, et ce d'autant plus depuis l'arrivée au pouvoir de la dirigeante d'extrême droite Giorgia Meloni. Des journalistes se sont par exemple alarmé·e·s après que la commission de surveillance de la Rai (principal groupe audiovisuel public) du Parlement italien a approuvé une mesure autorisant la chaîne d'information du radiodiffuseur à retransmettre les rassemblements politiques dans leur intégralité et sans aucune médiation journalistique pendant la période précédant le scrutin de début juin¹¹.

Dans un contexte différent, la France se distingue des autres démocraties européennes « par la médiocrité de son système médiatique et l'installation de l'extrême droite au sein de médias de masse », selon le Fonds pour une presse libre. Elle mérite donc une analyse plus approfondie dans ce rapport. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, tels que la concentration des médias, la précarité des journalistes, les offensives judiciaires contre les médias indépendants et la protection des sources, ainsi que les incertitudes qui pèsent sur le financement de l'audiovisuel public. La France a en effet « cette particularité d'avoir aujourd'hui 90 % (ce chiffre renvoie à l'audience globale) des quotidiens nationaux et la totalité des chaînes de télévision privée détenues par sept grands industriels et financiers, dont les intérêts ne sont pas dans les métiers de l'information »¹². Parmi eux, Vincent Bolloré mène une stratégie emblématique des dérives du paysage médiatique français : rachat de grands médias, départs et limogeages des rédactions, et adoption d'une ligne éditoriale qui répond à plusieurs critères d'extrême droite, au service du « combat de civilisation » que le milliardaire entend mener¹³. Plusieurs médias détenus par son groupe diffusent régulièrement des discours ouvertement misogynes, anti-féministes et racistes et manquent à leurs obligations de pluralisme. Suite à une mobilisation de Reporters sans frontières, la chaîne CNews de Vincent Bolloré a ainsi été mise en garde par l'Arcom (autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) en juillet 2024, considérant que les sujets y sont « traités de manière univoque, les points de vue divergents demeurant très ponctuels »¹⁴.

La banalisation des idées d'extrême droite est aussi visible dans les médias plus généralistes, moins identifiés comme réactionnaires, y compris dans l'audiovisuel public. Comme le souligne Pauline Perrenot, co-animatrice de l'observatoire des médias Acrimed, dans une interview donnée à La Déferlante, « il n'y a pas d'étanchéité entre les médias d'extrême droite et le reste du paysage médiatique ». En témoignent les travaux de la sociologue Abdellali Hajjat, qui a mis en lumière la forte présence de journalistes et chroniqueur-euse-s de Valeurs actuelles en tant qu'invité-e-s de chaînes généralistes de l'audiovisuel.

Le refus de Jordan Bardella de débattre avec Marine Tondelier, porte-parole du Nouveau Front Populaire, et la façon dont ce refus a été géré par la chaîne BFM TV, est aussi à certains égards symptomatique de l'influence exercée par l'extrême droite sur le paysage médiatique.

Lors de la campagne des législatives françaises en juin 2024, un débat d'entre-deux-tours devait avoir lieu sur la chaîne BFM TV, réunissant les représentant-e-s des trois premières forces politiques, à savoir le Premier ministre Gabriel Attal (pour la majorité présidentielle), le président du RN Jordan Bardella (pour le RN), et la secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts Marine Tondelier (pour la coalition de gauche du Nouveau Front Populaire). Mais Jordan Bardella a refusé de se plier à

l'exercice, faisant pression sur la chaîne d'information en continu pour que le représentant du Nouveau Front populaire invité à débattre avec lui soit Jean-Luc Mélenchon. Cette posture de Jordan Bardella a été dénoncée par un collectif de féministes, qui, en plus de soupçons de misogynie, y ont vu une tactique pour éviter une confrontation avec Marine Tondelier, élue au conseil municipal d'une ville RN¹⁷. BFM TV a fini par renoncer au débat, cédant ainsi en partie aux demandes du candidat RN, et a opté pour un format de trois interviews d'une heure avec les trois représentant-e-s politiques prévu-e-s initialement.

Les enjeux liés à l'égalité de genre et aux droits des femmes ont été quasiment absents de la campagne des Européennes. En France, par exemple, en l'espace de dix débats diffusés entre le 14 mars et le 4 juin 2024 sur les chaînes de télévision et de radio françaises, pas une seule question n'a été posée sur les droits des femmes.

Corollaire de cette droitisation du paysage médiatique, les enjeux liés à l'égalité de genre et aux droits des femmes ont été quasiment absents de la campagne des Européennes. En France, par exemple, en l'espace de dix débats diffusés entre le 14 mars et le 4 juin 2024 sur les chaînes de télévision et de radio françaises, pas une seule question n'a été posée sur les droits des femmes¹⁶. Dans les rares fois où les inégalités de genre ont été abordées dans les médias, celles-ci ont fait l'objet d'une instrumentalisation politique par des candidat-e-s d'extrême droite, tels que Marion Maréchal et Jordan Bardella, qui ont lié la question des violences faites aux femmes à leur programme anti-immigration. Plusieurs médias ont joué le jeu de l'extrême droite : en France, des médias comme CNews, BFM TV, Europe 1, ou encore Valeurs actuelles ont accordé une couverture toute particulière aux agressions, délits ou crimes perpétrés par des personnes exilées, en donnant des informations sur leur statut (par exemple en précisant si elles faisaient l'objet d'une obligation de quitter le territoire), ignorant la résolution du Conseil de l'Europe de janvier 2024 demandant aux médias d'être particulièrement vigilants sur la question migratoire en période électorale¹⁷. Le 8 mars 2024, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes et en pleine campagne des élections européennes, une lettre intitulée Touche pas à ma fille, signée par 1000 femmes dont Marion Maréchal Le Pen, a été publiée par Le Journal du Dimanche (JDD), détenu par Vincent Bolloré. Dans cette lettre, les signataires accusent l'immigration extra-européenne de menacer la sécurité des femmes françaises. En plus d'instrumentaliser la lutte contre les violences faites aux femmes dans une perspective xénophobe, cette rhétorique dévoie le célèbre slogan de lutte anti-raciste : « Touche pas à mon pote ».

3 L'extrême droite investit les réseaux sociaux

Tous les partis européens ont mené une campagne sur les réseaux sociaux pour les élections européennes de 2024, mais l'exemple de l'extrême droite est particulièrement frappant. Dans un article publié en juin 2023, Le Monde révèle que la délégation française du groupe ID (aujourd'hui scindé en deux groupes, Patriotes pour l'Europe et l'Europe des nations souveraines) au Parlement européen a versé depuis 2019 plus de 600 000 euros d'argent public pour sponsoriser ses publications sur le réseau social Facebook¹⁸.

Sur le réseau social TikTok aussi, la présence du groupe ID se démarque. Selon une étude du média Politico, le groupe d'extrême droite se distingue par sa portée, son nombre de likes et son activité¹⁹. Les eurodéputé-e-s du groupe ID cumuleraient ensemble le plus grand nombre d'abonné-e-s, représentant le groupe le plus suivi sur la plateforme, juste devant La Gauche²⁰. Pour attirer l'électorat de TikTok, les eurodéputé-e-s du groupe ID reprennent les codes des influenceur-euse-s de la plateforme, en utilisant de la musique, des memes, et en partageant des aspects de la vie quotidienne d'un-e eurodéputé-e, souvent perçue comme inaccessible au grand public, tout en évitant des contenus politiquement explicites. Jordan Bardella, par exemple, compte 2 millions d'abonnés sur TikTok. L'ascension éclair de la tête de liste du RN avait même suscité des questionnements quant à l'éventuel usage de robots algorithmiques, sans que les informations disponibles ne puissent complètement conclure à cette hypothèse. Sa stratégie est d'augmenter sa notoriété en apparaissant sympathique et accessible. Une étude menée en 2021²¹ par les chercheuses américaines Diana Zulli et Terri L. Towner a révélé que se montrer « authentiques et sincères », dans des situations du quotidien, permet aux personnalités politiques de véhiculer le message « regardez, je suis comme vous »²². L'objectif de cette présence accrue sur le réseau social TikTok est de toucher des publics relativement « apolitiques », une cible privilégiée de l'extrême droite, afin de former une nouvelle génération de jeunes électeur-ice-s²³. Marie Neihouser, maîtresse de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, démontre que l'absence de contenu politique dans les vidéos de Jordan Bardella vise à dissocier son image de celle du Rassemblement national pour la rendre

moins menaçante²⁴. Ces techniques ne se traduisent toutefois pas toujours en votes, d'autant que de nombreux-se abonné-e-s de Jordan Bardella sont encore trop jeunes pour voter.

En Slovaquie, le SMER-SD, parti populiste au pouvoir, a mis en avant le candidat Erik Kaliňák en adoptant des stratégies similaires à celles utilisées pour Jordan Bardella. Avec près de 61 000 abonnés et plus d'un million de mentions « j'aime » sur ses vidéos, Eric Kaliňák a su capter l'attention, positionnant ainsi son parti en tête de ses adversaires sur la plateforme²⁵. Le parti est arrivé 2^e des élections européennes en Slovaquie, avec 24,76 % des voix exprimées.

En Allemagne, une tendance similaire est observable, l'AfD étant le parti allemand le plus performant en termes d'attention et de portée sur les réseaux sociaux, en particulier avec de courtes vidéos sur TikTok²⁶. En particulier dans la période précédant les élections européennes, des dizaines de vidéos ont été mises en ligne par des comptes de réseaux sociaux de l'AfD, des membres du parlement et des fonctionnaires, ciblant principalement la jeune génération²⁷. Ce sont les comptes de Maximilian Krah, aujourd'hui membre du Parlement européen, qui ont le plus attiré l'attention, avec une augmentation substantielle du nombre d'adeptes. Au cours de la période précédant les élections européennes, Maximilian Krah a utilisé ses plateformes de réseaux sociaux pour donner de prétendus conseils relationnels aux jeunes hommes, déclarant: « Ne laisse personne te dire que tu dois être gentil, doux, faible et de gauche ! Les vrais hommes sont de droite ! Les vrais hommes ont des idéaux ! Les vrais hommes sont des patriotes ! Et à ce moment-là, vous aurez une petite amie aussi ! » Cette vidéo a été visionnée 1,4 million de fois²⁸. La stratégie de Maximilian Krah sur les réseaux sociaux consiste à offrir des pseudo-conseils sur les rencontres et les relations femmes-hommes, mêlés à des messages d'extrême droite. Il encourage les jeunes hommes à adopter l'image stéréotypée de « l'homme fort ». Son contenu dépeint souvent des activités éprouvantes de plein air et promeut un retour aux valeurs dites « masculines » traditionnelles, accompagné d'un message anti-système. Cette porosité entre l'idéologie d'extrême droite et le masculinisme a été documenté dans un rapport d'Equipop et de l'IGG publié en 2023²⁹.

La plateforme X est devenue un instrument au service de l'extrême droite européenne et mondiale. Depuis qu'il a racheté Twitter, Elon Musk a multiplié les mesures pour intimider les voix progressistes du réseau social. Son objectif ? Écarter les médias et décrédibiliser les pratiques journalistiques éthiques, et favoriser les idées et les dirigeant·e·s d'extrême droite.

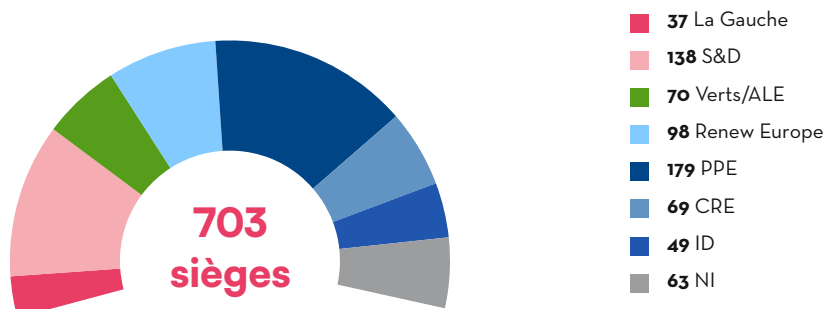
La plateforme X est quant à elle devenue aujourd'hui un instrument au service de l'extrême droite européenne et mondiale. Depuis qu'il a racheté Twitter, Elon Musk a en effet multiplié les mesures pour intimider les voix progressistes du réseau social (en les exposant à la violence, en licenciant des équipes de modération). Son objectif ? Écarter les médias et décrédibiliser les pratiques journalistiques éthiques (en refusant toute interaction avec les médias), et favoriser les idées et les dirigeant·e·s d'extrême droite (s'affichant clairement du côté de l'extrême droite italienne sur les questions d'immigration, par exemple). Récemment, Elon Musk a franchi un nouveau cap en applaudissant le dirigeant populiste argentin Javier Milei pour sa gestion du pays et en affichant ouvertement son soutien à Donald Trump. Fin octobre, le patron de Tesla et de Space X a annoncé distribuer un million de dollars chaque

jour à un-e électeur-ice tiré-e au sort, à condition qu'il ou elle soit inscrit-e sur les listes électorales dans un des sept États clés de l'élection présidentielle (les « swing States »), et en échange de la signature d'une pétition conservatrice en faveur du droit au port d'armes et de la « liberté d'expression », un principe qu'Elon Musk détourne régulièrement pour limiter la régulation de contenus haineux sur son réseau social³⁰.

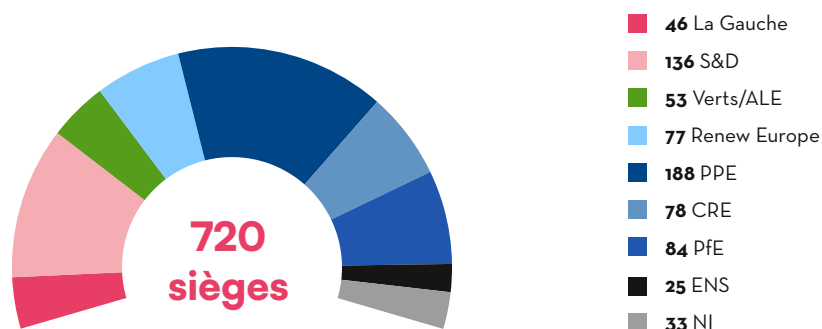
4 Un Parlement européen plus à droite et qui s'éloigne encore de la parité

Un des principaux résultats de ces élections européennes est la montée de l'extrême droite dans les États membres, en particulier ses États fondateurs, qui sont aussi en partie les plus peuplés. Cela se traduit au Parlement européen par un virage à droite. Une grande partie des analyses post-élections a en quelque sorte minimisé cette montée, mettant en avant deux arguments : d'abord, les grands équilibres du parlement ne seraient pas fondamentalement bouleversés, avec le PPE qui maintient sa place de premier parti européen; ensuite, l'extrême droite européenne serait trop divisée et fragmentée pour réellement peser d'une même voix au sein de l'hémicycle. En analysant les résultats non seulement au niveau européen, mais aussi au niveau national, et en analysant l'agenda des partis d'extrême droite en matière de genre, Equipop tire d'autres conclusions, plus préoccupantes.

— Parlement européen 2019-2024 (parlement sortant)



— Parlement européen 2024-2029 (session constitutive)



Source des graphiques : <https://results.elections.europa.eu/fr/resultats-des-elections/2024-2029/>, consultée le 4 novembre 2024

Un des principaux résultats de ces élections européennes est la montée de l'extrême droite dans les États membres, en particulier ses États fondateurs, qui sont aussi les plus peuplés. Cela se traduit au Parlement européen par un virage à droite.

Le Parti populaire européen (PPE) arrive en tête des élections avec 188 eurodéputé·e·s et se maintient au rang de premier parti européen. Il est suivi de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) avec 136 eurodéputé·e·s. En ce sens, les deux principaux groupes politiques du parlement restent relativement stables. Les autres groupes connaissent en revanche des changements significatifs, qui sont de nature à modifier les équilibres au parlement. En effet Renew Europe, composé notamment du groupe Renaissance en France, est le parti ayant connu le plus grand recul, avec 77 député·e·s à l'issue des élections de 2024, contre 98 au sein du Parlement sortant³¹. Les Verts ont fortement chuté, puisque le groupe perd 17 sièges et comptabilise donc 53 eurodéputé·e·s³². Quant à la gauche radicale, elle voit son contingent grossir, obtenant 9 nouveaux·elles député·e·s de plus dans ses rangs.

Par ailleurs, une nouvelle alliance de gauche se forme au sein du Parlement européen : la Gauche européenne pour les peuples et la planète (AEL pour les peuples et la planète), regroupant La France Insoumise (France), Podemos (Espagne), Bloco de Esquerda (Portugal), Enhedslisten (Alliance Rouge et Verte danoise) Vasemmistoliitto (Alliance de gauche finlandaise) et Vänsterpartiet (Parti de gauche suédois)³³. Son objectif affiché est de restructurer la gauche européenne et de renforcer la lutte contre l'extrême droite en unissant les partis féministes et écologistes de la gauche. Cette coalition, qui marque une rupture avec le Parti de la gauche européenne (PGE), est le fruit d'une scission : La France Insoumise (LFI) et ses allié·e·s créent ainsi une structure indépendante, se détachant de ce parti transnational historiquement dominé par les communistes traditionnels³⁴. Il est encore tôt pour évaluer l'effet de cette scission et de cette nouvelle composante relativement informelle³⁴.

C'est à droite du PPE qu'on observe une plus grande reconfiguration. Le groupe CRE gagne 9 sièges pour un total de 78 eurodéputé·e·s. Fratelli d'Italia (FdI), le parti de Giorgia Meloni, et le parti polonais Droit et Justice (PiS) constituent les forces majeures de ce groupe d'extrême droite, qui devance désormais Renew Europe d'un siège. Le groupe ID disparaît et deux nouveaux groupes sont constitués. D'une part, le groupe Patriotes pour l'Europe (PfE), présidé par Jordan Bardella et Viktor Orbán, qui comptabilise 84 sièges (dont 30 sièges RN) et devient le troisième groupe politique au parlement. D'autre part, le groupe de l'Europe des nations souveraines (ENS), qui comptabilise 25 sièges, dont 14 détenus par le parti allemand l'AfD³⁶. Ces eurodéputé·e·s d'extrême droite, et plus particulièrement celles et ceux des groupes PfE et ENS, ont été élu·e·s sur la base de discours et de programmes profondément eurosceptiques. Cela peut paraître paradoxal mais il s'agit en fait d'une stratégie délibérée de l'extrême droite de détruire le projet européen de l'intérieur. Plus hypocrite encore, le RN est la force politique qui envoie le plus gros contingent d'élus·e·s pour la France, au moment où Marine Le Pen et son parti sont mis en cause dans deux affaires de soupçons de détournements de fonds publics européens³⁷.

L'extrême droite occupe donc 187 sièges sur 720. Ce qui veut dire que les groupes politiques de droite et d'extrême droite (PPE, CRE, PfE, ENS) peuvent désormais constituer une majorité absolue au sein du Parlement européen, et ce d'autant plus facilement s'ils obtiennent également les voix des 33 eurodéputé·e·s non-inscrit·e·s, qui sont traditionnellement proches de l'extrême droite.

Ces gains au niveau du Parlement européen sont rendus possibles par des scores particulièrement hauts dans un grand nombre de pays de l'UE, où l'extrême droite se renforce. Elle est arrivée en tête du scrutin dans cinq pays : en France, en Italie, en Autriche, en Belgique et en Hongrie. L'extrême droite est arrivée deuxième en Allemagne, l'AfD comptabilisant plus de 15 % des voix exprimées.

Du côté de l'Espagne et des pays nordiques comme la Finlande, la Suède et le Danemark, les scores de l'extrême droite sont nettement plus bas. C'est en Suède que la défaite du parti d'extrême droite Sverigedemokraterna (SD) est la plus frappante. Alors que l'extrême droite gouverne au sein d'une coalition depuis les élections législatives de 2022, les Démocrates de Suède se sont retrouvés à la quatrième place avec 13 % des suffrages exprimés³⁸ aux européennes, ce qui leur permet de conserver tout juste leurs 3 sièges, tandis que le parti de gauche Socialdemokraterna (S) prend la première place avec 24 % des voix. Au Danemark, le parti socialiste se hisse également en tête avec 17 % des voix³⁹, devant les partis d'extrême droite du pays. Dans une moindre mesure, aux Pays-Bas, le PVV d'extrême droite, membre de la coalition gouvernementale, est devancé par une coalition du Parti travailliste et de la Gauche verte. Enfin, en Pologne, le parti pro-européen de Donald Tusk (qui siège au PPE), au pouvoir depuis décembre 2023, arrive en tête du scrutin pour la première fois depuis une décennie et met fin à une série de huit victoires consécutives du parti nationaliste Droit et justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski, au pouvoir entre 2015 et 2023. À un point près, le PiS arrive deuxième, passant de 26 sièges en 2019 à 20 sièges en 2024⁴⁰.

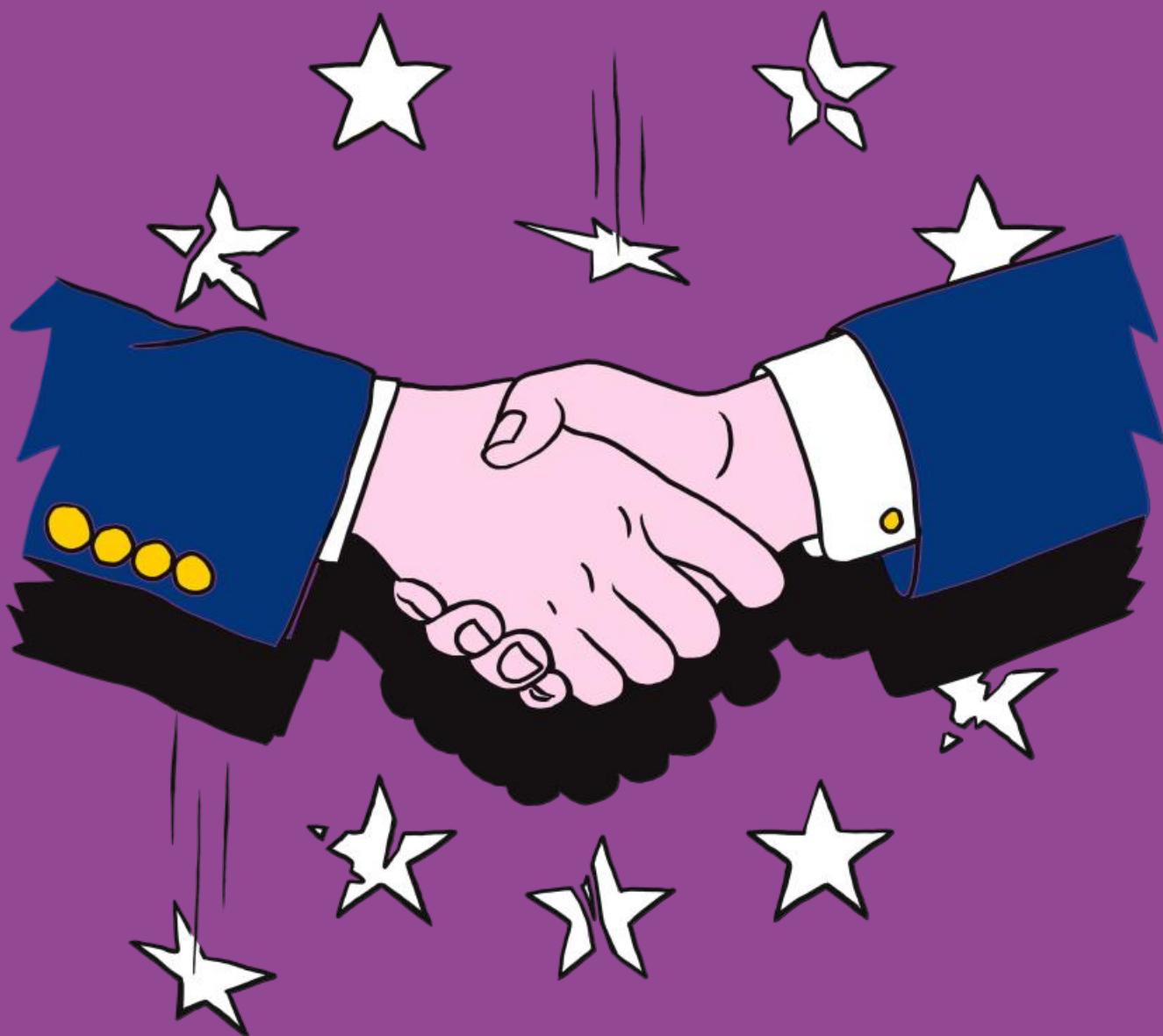
Le nouveau Parlement européen s'éloigne par ailleurs encore de la parité, alors qu'il s'agit d'un impératif démocratique et que l'égle participation des femmes et des hommes en politique découle de plusieurs textes européens. Le Parlement sortant compte en effet 277 femmes élues sur 719 député-e-s, soit 39 % de femmes au total⁴¹. Bien que la proportion de femmes n'ait diminué que d'un point, c'est une première au sein du parlement, après une augmentation constante depuis 1979⁴². Le groupe des Verts conserve sa place de seul groupe paritaire avec 50 % de femmes en son sein. Le groupe S&D affiche 42 % d'eurodéputées femmes. Du côté de Renew Europe, la proportion de femmes atteint 44 %, avec 34 femmes pour 43 hommes. Quant au PPE, les femmes représentent 37 % de ses membres. Le groupe CRE, qui présentait en tête de liste une femme, a vu sa proportion de femmes eurodéputées diminuer, passant de 30 % lors de la précédente législature à moins de 22 % en 2024, avec seulement 17 femmes parmi ses eurodéputés⁴³. Le groupe ENS compte 32% de femmes parmi ses membres, soit 8 femmes pour 17 hommes. Le nouveau groupe d'extrême droite Patriotes pour l'Europe, dirigé par Jordan Bardella, présente quant à lui un ratio dans la moyenne du Parlement, avec 40 % de femmes. Quelque soit la façon de regarder ces chiffres, il en ressort une certitude : le fait d'avoir une femme tête de liste ou de faire monter la proportion de femmes élues ne signifie pas que l'extrême droite soutiendra davantage l'égalité de genre. Il est évident que les partis d'extrême droite vont porter atteinte aux progrès réalisés dans ces domaines. Les débats et les propositions de lois visant à promouvoir l'égalité de genre feront l'objet d'âpres discussions dans les futurs processus législatifs. De plus, étant donné les liens étroits entre les mouvements masculinistes et antiféministes et les groupes d'extrême droite⁴⁴, une présence accrue de député-e-s promouvant ces idées risque d'aggraver le recul des droits des femmes, menaçant ainsi à la fois la parité de genre et l'intégration de l'égalité dans les politiques publiques.

Autre illustration du manque de volonté des partis politiques en matière de parité : d'après *Euractiv*, Manfred Weber, Président du PPE, a fait pression pour obtenir une dérogation au règlement intérieur du Parlement sur l'égalité de genre dans le cadre des présidences des commissions parlementaires. « Selon un témoin, cette dérogation a été adoptée sans qu'aucune majorité ne s'y oppose »⁴⁵.

Même si l'extrême droite n'a pas à proprement parler gagné les élections européennes, dans la mesure où le PPE et le S&D restent les deux premières forces politiques, elle ressort renforcée par ce scrutin. Au niveau national, l'extrême droite a largement rythmé les campagnes, leur cadrage et leur couverture médiatique.

En conclusion, même si l'extrême droite n'a pas à proprement parler gagné les élections européennes, dans la mesure où le PPE et le S&D restent les deux premières forces politiques, elle en ressort renforcée par ce scrutin. Au niveau national, l'extrême droite a largement rythmé les campagnes, leur cadrage et leur couverture médiatique. Elle a gagné des leviers de pression non négligeables, comme en témoigne la recomposition de la vie politique française, avec un nouveau gouvernement qui ne tiendra qu'à la condition que le parti de Marine Le Pen ne le censure pas. Ensuite, l'extrême droite a fortement monté dans les pays fondateurs de l'UE, qui sont aussi ceux qui pèsent le plus, numériquement et diplomatiquement, au Parlement européen. Au niveau du Parlement européen, les partis d'extrême droite ont une forte capacité à s'unir sur des sujets spécifiques, et notamment en opposition aux droits des femmes et à l'égalité de genre. Leur poids dans les instances européennes comme nationales leur donne un pouvoir d'influence sur le PPE et menace directement le traditionnel « cordon sanitaire » du parlement.

|| L'extrême droite au Parlement européen : une coalition misogyne et raciste qui s'organise



1 Le « cordon sanitaire » européen menacé

Le « cordon sanitaire » traditionnellement maintenu par les principales forces de la gauche, du centre et de la droite conservatrice face à l'extrême droite est aujourd'hui en danger. Plusieurs dynamiques sont à l'oeuvre : au niveau national, l'extrême droite gagne du terrain et s'est imposée comme une des principales forces « d'opposition » dans plusieurs pays, voire participe dans certains cas à des coalitions gouvernementales, ce qui lui donne aujourd'hui un pouvoir d'influence significatif sur les gouvernements et chef-fe-s d'États. De ce fait, les droites conservatrices tendent de plus en plus à s'approcher des discours et positionnements de l'extrême droite, comme c'est le cas par exemple en France, où le parti LR prend depuis quelques années un virage très conservateur sur les questions de genre et d'immigration. C'est aussi le cas en Allemagne, où des représentant-e-s de l'aile droite de la CDU (L'Union chrétienne-démocrate) se sont réuni-e-s avec l'AfD pour constituer un réseau de prétendue « remigration », soit l'expulsion de plus de 2 millions de personnes d'origines étrangères hors du pays⁴⁶. Cette réunion clandestine, condamnée par Olaf Sholz, a conduit à la sécession de la WerteUnion. Au niveau national, le chef du parti de la CDU et candidat à la chancellerie, Friedrich Merz, avait annoncé en 2021 : « Avec moi, il y aura un cordon sanitaire envers l'AfD »⁴⁷, ce qui est encore le cas aujourd'hui⁴⁸. Au vu des résultats électoraux de l'AfD aux élections communales et des Länders, il existe néanmoins des débats au sein des fédérations de la CDU, notamment en ex-Allemagne de l'Est, sur la définition du cordon sanitaire : s'agit-il de ne jamais voter avec l'AfD ou de ne pas travailler avec ce parti ?

Au niveau du Parlement européen, l'extrême droite pèse de plus en plus et parvient à surmonter le risque d'un éparpillement stérile, en créant des alliances au sein des nouveaux groupes PfE et ENS. De plus, le groupe CRE continue à échapper au cordon sanitaire, malgré la présence en son sein de partis européens d'extrême droite opposés aux droits des femmes et à l'égalité de genre. Il a d'ailleurs obtenu des nominations dans les commissions parlementaires stratégiques, et notamment la présidence de la commission parlementaire du budget. Au sein des groupes traditionnellement favorables aux droits des femmes, la logique d'un cordon sanitaire se distend. À titre d'exemple, et contrairement à ce qui avait été annoncé par ses cadres avant les élections européennes, le groupe centriste Renew Europe a majoritairement décidé de ne pas sanctionner son membre néerlandais VVD, bien qu'il participe désormais à la coalition gouvernementale au pouvoir aux Pays-Bas aux côtés du parti d'extrême droite PVV de Geert Wilders.

Dans ce paysage reconfiguré, le PPE a un rôle central, en tant que groupe majoritaire au parlement et compte tenu de l'exercice du compromis que l'hémicycle européen impose aux eurodéputé-e-s. Or, la position de PPE a toujours été ambiguë sur les enjeux de genre. C'est un groupe très hétérogène, qui s'abstient, voire s'oppose, régulièrement aux textes sur les droits des femmes et l'égalité de genre. À titre d'exemple,

le PPE s'est majoritairement opposé à l'inscription du droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne⁴⁹. Des alliances de circonstance et de convictions avec les groupes d'extrême droite du parlement ne sont donc pas à exclure.

Le PPE s'est majoritairement opposé à l'inscription du droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Des alliances de circonstance et de convictions avec les groupes d'extrême droite du Parlement ne sont donc pas à exclure.

Contrairement aux engagements pris par le PPE en juillet dernier, ces alliances ont déjà commencé à se concrétiser. Dès la rentrée parlementaire en septembre 2024, le PPE a ainsi signé une proposition de résolution commune avec les CRE et les PpE au sujet du Venezuela. La résolution a été adoptée avec cette majorité « alternative ». Ce même type d'alliances a permis l'adoption d'un amendement à une résolution sur le budget européen (sans valeur législative) qui demandait à l'UE de financer la construction de murs à ses frontières extérieures, afin de les « protéger » de l'immigration⁵⁰. Cela montre bien que le PPE peut très facilement privilégier une alliance avec l'extrême droite plutôt que la recherche d'un compromis difficile avec le centre et la gauche du Parlement européen.

Enfin, ce « cordon sanitaire » ne s'applique pas avec la même rigueur au Conseil européen et au Conseil de l'Union européenne. Dans ces instances où les États sont représentés par leur gouvernement, l'extrême droite peut peser et utiliser son influence au niveau national. Le groupe PpE, par exemple, est au pouvoir en Hongrie via Fidesz et désormais aux Pays-Bas, où le PVV dirige la coalition gouvernementale. Trois autres partis du PpE - *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ), *Akce nespokojených občanů* (ANO) et *Vox* aspirent eux aussi à devenir des partis de gouvernement à l'issue des prochaines élections nationales. L'influence grandissante de ces partis d'extrême droite pourrait diminuer l'isolement de Viktor Orbán dans les instances européennes.

2 Un socle idéologique patriarcal et raciste et un agenda commun

L'extrême droite européenne est souvent présentée comme une mouvance politique fragmentée, dont les divisions internes minimiseraient la capacité de nuisance, notamment au Parlement européen. Pour Equipop ainsi que de nombreuses autres expertes et organisations sur le genre, cette incapacité à s'entendre doit être relativisée et, surtout, ne doit pas conduire à minimiser le danger représenté par l'arrivée d'un nombre inédit d'eurodéputé·e·s d'extrême droite à Bruxelles. Les différents partis d'extrême droite représentés au parlement ont effectivement des divergences sur des questions économiques et géopolitiques importantes, comme la Russie et le soutien à l'Ukraine. Mais ces partis d'extrême droite s'accordent sans difficulté sur les positions les plus rétrogrades en matière d'immigration, de droits des femmes et des personnes LGBTQIA+.

Il n'est pas question ici de déceler les différences entre les variantes d'extrême droite. Ce rapport met davantage en évidence le danger que représentent ces mouvements, en insistant sur l'unité qui les caractérise autour d'idéologies réactionnaires. Les nuances internes n'effacent en rien leur vision commune du monde.

Il n'est donc pas question ici de déceler les différences entre les variations d'extrême droite. Ce rapport met davantage en évidence le danger que représentent ces mouvements, en insistant sur l'unité qui les caractérise autour d'idéologies réactionnaires. Les nuances internes n'effacent en rien leur vision commune du monde. En effet, les divers partis d'extrême droite européens partagent un agenda commun profondément conservateur et réactionnaire, basé sur une vision traditionnelle et rigide de la famille, un rejet absolu de l'immigration, et une opposition systématique à toute avancée en matière d'égalité de genre et des droits des personnes LGBTQIA+. Comme l'explique le rapport d'Equipop publié en mai 2024, « dans les

discours et politiques d'extrême droite, les droits des femmes sont toujours perdants. Ils sont tour à tour ignorés, insidieusement remis en cause, ou ouvertement attaqués. Et dans le reste des cas, les droits des femmes sont instrumentalisés, au profit d'un agenda nataliste, xénophobe et anti-immigration »⁵¹. Ce socle idéologique les unit dans leur obstruction aux progrès sociaux et aux libertés individuelles.

— Une forte dimension raciste et anti-immigration

Un des principaux marqueurs communs des partis d'extrême droite européens est la dimension profondément raciste de leurs discours, de leurs programmes politiques et plus généralement du projet de société qu'ils portent. Selon Nicolas Lebourg, historien spécialiste de l'extrême droite, tous les courants de ces mouvements partagent une obsession croissante pour les questions ethniques. Cela se manifeste notamment par une théorie raciste et complotiste communément désignée sous le nom de « grand remplacement », selon laquelle l'immigration aurait créé un nouvel ordre démographique dans lequel les populations blanches européennes deviendraient minoritaires. Le projet de l'extrême droite à l'échelle européenne vise à expulser hors d'Europe les hommes, femmes et enfants d'origine étrangère⁵². À titre d'exemple, le programme porté par Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2022 était centré sur des thèmes tels que la remise en cause du droit du sol, une politique d'immigration stricte avec l'instauration d'une « double frontière »⁵³, des restrictions pour l'accès des binationaux à certains emplois, un fort accent sur l'identité nationale et une absence de réformes sociales significatives. En Allemagne, l'AfD présente la migration et la mondialisation comme des phénomènes qui menaceraient la « civilisation européenne ». Dans une inversion des valeurs et en ligne avec son projet raciste, l'extrême droite européenne se construit aujourd'hui une image et un récit prétendument en faveur des droits des personnes juives, en instrumentalisant le conflit israélo-palestinien.

Des tentatives de « normalisation » de l'extrême droite sont observables dans plusieurs pays européens, depuis plusieurs années. En France, par exemple, le RN cherche à se distancier de son étiquette d'extrême droite. En mars 2024, Jordan Bardella et Marine Le Pen ont saisi le Conseil d'État français, la plus haute juridiction administrative, afin de réévaluer le statut du RN en tant que parti d'extrême droite. Le Conseil d'État a rendu sa décision et réaffirmé que le RN est bien un parti d'extrême droite⁵⁴.

Cependant, derrière ce type de mise en scène, les idées des partis d'extrême droite n'ont rien perdu de leur brutalité. Lors d'une interview donnée pour un documentaire Arte en 2024, Björn Höcke, figure clé de l'AfD, a exprimé son admiration pour un discours de Viktor Orbán, soulignant que la Hongrie avait bloqué 270 000 migrants présentés comme « illégaux »⁵⁵. En Belgique, le parti flamand d'extrême droite, le Vlaams Blok, rebaptisé Vlaams Belang à la suite d'une condamnation judiciaire pour racisme⁵⁶, n'a pas changé non plus. Il continue de promouvoir une xénophobie décomplexée. Selon le même documentaire, bien que le Vlaams Belang ne soit pas directement impliqué dans des actions violentes en tant que parti, certains de ses sympathisants ou militants entretiennent des liens avec des groupuscules violents.

Plusieurs enquêtes et travaux ont en effet documenté des liens plus ou moins directs entre plusieurs partis d'extrême droite et des groupuscules identitaires, d'inspiration fasciste et violents⁵⁷. Ces derniers s'appuient sur des concepts racistes, complotistes et masculinistes inspirés des mouvements suprémacistes blancs américains⁵⁸. Ils sont souvent éclatés, allant des nationalistes révolutionnaires aux néonazis. Ces groupuscules, de plus en plus structurés⁵⁹, et solidement implantés au sein de l'Union européenne, représentent un danger pour les personnes racisées, les femmes et les personnes LGBTQIA+.

La réappropriation de concepts dangereux et d'idéologies réactionnaires xénophobes et sexistes par les groupuscules d'extrême droite ne se limite pas à des discours : elle conduit directement à la violence. En Allemagne, d'après les services de renseignements intérieurs, les actes de violence raciste ont atteint un pic en 2015, avec une augmentation de plus de 30 % des délits racistes et d'extrême droite par rapport à l'année précédente, et une augmentation de 42 % des agressions⁶⁰. Dans un rapport de l'UN-CTED (United Nations Counter-Terrorism Executive Directorate) publié en avril 2020, l'ONU s'alarme de l'explosion des attaques terroristes d'extrême droite⁶¹ entre 2019 et 2024.

— Un agenda anti-genre et opposé aux droits et à la santé sexuels et reproductifs

En Europe et dans le monde, l'extrême droite est une des principales actrices du « backlash » contre les droits des femmes, les droits des personnes LGBTQIA+ et l'égalité de genre. Les partis et figures politiques d'extrême droite sont en quelque sorte la manifestation institutionnelle de ce mouvement de « retour de bâton », analysée par Equipop et la Fondation Jean Jaurès dans le rapport **Droits des femmes, combattre le backlash**, publié en 2023.

Le contrôle des corps et des sexualités est en effet au cœur de l'agenda politique de l'extrême droite. Au delà de l'enjeu de l'avortement et du contrôle des corps des femmes, les partis d'extrême droite et leurs allié-e-s s'opposent aux droits de toute personne qui ne répond pas au modèle hétéronormé et cisgenre. Ces attaques s'exercent sous diverses formes, dans un continuum de violences sexuelles et institutionnelles : renvoi systématique des corps des femmes à leur fonction reproductrice, négation de l'identité des personnes trans et criminalisation de la sexualité des personnes homosexuelles.

Au Parlement européen, ce « backlash » se manifeste notamment à travers les votes des eurodéputé-e-s issu-e-s des formations politiques d'extrême droite, qui sont les principales forces d'opposition aux droits des femmes et aux droits sexuels et reproductifs. Les eurodéputé-e-s d'extrême droite s'opposent, ou s'abstiennent, systématiquement lors des votes sur les textes relatifs aux droits des femmes et à l'égalité de genre. Ils et elles manipulent plusieurs arguments pour justifier leurs positions, comme le principe de subsidiarité de l'Union européenne, ou celui de la souveraineté nationale, mais ces derniers ne résistent pas à une analyse minutieuse de leurs votes.

Les eurodéputé-e-s d'extrême droite s'opposent, ou s'abstiennent, systématiquement lors des votes sur les textes relatifs aux droits des femmes et à l'égalité de genre.

Le programme du groupe CRE est un exemple éloquent de la rhétorique d'extrême droite au sujet des droits des femmes. Dans la rubrique « Famille et Vie » de son site internet, on peut lire en anglais que le groupe CRE s'oppose aux études de genre, qu'il qualifie d'« idéologie du genre », dans une tentative de décrédibilisation de ce domaine de sciences sociales. Ce groupe affirme « défendre la vie, de la conception à sa fin naturelle », dans la droite ligne de la rhétorique des mouvements religieux anti-choix opposés au droit à l'avortement. Enfin, le groupe indique : « Nous voulons défendre les femmes contre toute forme de manipulation. Nous voulons que les femmes soient libres de chercher à satisfaire leurs aspirations, selon leurs propres désirs et à leur propre nature. Cela inclut le respect de la maternité. Ce n'est qu'ainsi que les femmes acquièrent une véritable dignité. En même temps, nous voulons

redonner de la valeur au rôle des hommes, y compris à leur paternité. » En d'autres termes, les eurodéputé·e·s CRE promeuvent l'idée de femmes indépendantes qui prennent leurs propres décisions, mais seulement dans la mesure où la maternité et les rôles traditionnels des femmes sont la seule bonne décision à prendre.

— Une synthèse : le fémonationalisme

La misogynie et l'anti-féminisme sont inhérents à l'idéologie d'extrême droite. Ces dernières années, les partis d'extrême droite ont néanmoins opéré un changement dans leurs stratégies discursives. Cette stratégie, incarnée par plusieurs figures d'extrême droite européennes, et notamment des femmes, consiste à instrumentaliser les droits des femmes et les luttes féministes. Il s'agit non seulement de « normaliser » l'extrême droite, historiquement dirigée par des hommes, à travers la mise en avant de figures féminines à la tête des partis (Marine Le Pen en France, Giorgia Meloni en Italie, Alice Weidel en Allemagne ou Sylvi Listhaug en Norvège), mais aussi de faire avancer l'agenda raciste de ces partis, en présentant l'immigration comme un danger pour les femmes européennes blanches. Cette synthèse entre sexisme et racisme est également présente dans la notion d'un prétendu « grand remplacement », qui, en plus d'être profondément raciste, renvoie à une vision patriarcale de la société, réduisant les femmes à un rôle reproductif et considérant leurs corps comme un instrument au service d'une nation blanche, à repeupler.

Il s'agit non seulement de « normaliser » l'extrême droite, historiquement dirigée par des hommes, à travers la mise en avant de figures féminines à la tête des partis (Marine Le Pen en France, Giorgia Meloni en Italie, Alice Weidel en Allemagne ou Sylvi Listhaug en Norvège), mais aussi de faire avancer l'agenda raciste de ces partis, en présentant l'immigration comme un danger pour les femmes européennes blanches.

Cette instrumentalisation est régulièrement documentée et dénoncée par les travaux de chercheuses comme Nonna Mayer et de médias féministes comme La Déferlante, qui font un travail essentiel pour déconstruire les discours d'extrême droite. Selon la sociologue Nonna Mayer, la féminisation joue un rôle crucial dans la normalisation des idées de l'extrême droite. Giorgia Meloni en particulier mise sur une « politique maternelle », valorisant son rôle de mère et l'importance de la famille. Pour elle comme pour Marine Le Pen, la mise en avant d'une « identité féminine » fait partie de la stratégie de respectabilisation⁶² de l'extrême droite. Insister sur « cette féminité ou cette maternité qu'elle soit réelle ou symbolique, permet aux formations d'extrême droite de gommer leur approche viriliste du pouvoir, tout comme leur passé souvent emprunt de violence »⁶³. Toutefois, il s'agit de transformations de façade, car en réalité, la majorité des postes à responsabilités restent occupés par des hommes. De plus, derrière les valeurs familiales traditionnelles promues par des figures politiques comme Giorgia Meloni, Marine Le Pen, ou encore Viktor Orbán, qui s'inscrivent dans le modèle de la famille nucléaire⁶⁴, on retrouve des idées profondément réactionnaires, notamment sur les questions d'égalité de genre et des droits LGBTQIA+. Ces dirigeant·e·s ont exprimé une opposition farouche aux droits sexuels et reproductifs, tels que l'avortement, ainsi qu'au mariage pour les couples homosexuels.

Cette stratégie a été analysée et conceptualisée par la chercheuse Sara R. Farris, à travers le terme « fémonationalisme », qui désigne l'instrumentalisation des luttes féministes à des fins électoralistes racistes, islamophobes et xénophobes. C'est une stratégie particulièrement visible dans les discours de femmes politiques comme Marion Maréchal Le Pen, qui lie systématiquement les violences sexistes et sexuelles aux questions d'immigration. Sara R. Farris, qualifie ce phénomène de « processus de culturalisation des violences » qui propage l'idée erronée que « le sexisme, comme les LGBT-phobies, seraient ainsi du seul fait des hommes musulmans »⁶⁵. Non seulement cette vision est fausse, mais elle occulte également une réalité plus large : il n'existe pas de profil unique d'agresseurs. Les violences sexistes et sexuelles sont systémiques, elles sont le fait d'hommes issus de tous les milieux et de toutes les catégories sociales, et une réponse globale des pouvoirs publics est indispensable. Dans une interview accordée à Gendercover, Sara R. Farris estime que la France constitue l'exemple le plus marquant du fémonationalisme en Europe⁶⁶. En effet, Marine Le Pen se place en prétendue défenseuse des droits des femmes, une stratégie visant à rendre son parti plus acceptable et dans une volonté d'attirer un électorat plus féminin.

Ces discours sont également repris par des collectifs identitaires prétendument « féministes », tels que Nemesis ou les Antigones. D'après l'analyse de Magali Della Sudda, chercheuse au CNRS, ces groupes se sont créés en réaction à des politiques d'égalité et/ou à des groupes féministes. Par exemple, le collectif Les Antigones a été créé contre les Femen en 2013 et les Caryatides sont quant à elles nées après le rejet de la loi portée par Christiane Taubira visant à ouvrir le mariage aux couples homosexuels. Ces groupuscules de femmes nationalistes et identitaires s'organisent et mènent des actions, comme en 2019, lorsque le collectif Nemesis avait fait irruption lors d'une manifestation organisée par le collectif féministe #NousToutes, brandissant des pancartes ciblant les personnes d'origine étrangère⁶⁷. Les fémonationalistes exploitent les violences faites aux femmes et s'emparent du drame des féminicides pour diffuser leurs discours xénophobes et racistes. Cette récupération politique illustre comment l'extrême droite parvient à invisibiliser des féminicides, les transformant en symboles d'une prétendue « violence étrangère ».

Les fémonationalistes exploitent les violences faites aux femmes et s'emparent du drame des féminicides pour diffuser leurs discours xénophobes et racistes. Cette récupération politique illustre comment l'extrême droite parvient à invisibiliser des féminicides, les transformant en symboles d'une prétendue « violence étrangère ».

3 L'extrême droite unie pour le pire

Les partis d'extrême droite européens partagent tous un agenda anti-genre, autour duquel ils nouent des alliances, au sein du Parlement mais aussi dans des cercles de rencontres, des sommets, des think tanks, plus ou moins formels en Europe et outre-Atlantique. Plusieurs personnalités de l'extrême droite sont parties prenantes de mouvements anti-droits, qui fédèrent des responsables politiques, des organisations de la société civile anti-choix et des organisations fondamentalistes religieuses opposées aux droits des femmes, des personnes LGBTQIA+ et à l'égalité de genre. C'est le cas par exemple du réseau européen « Agenda Europe » et de son manifeste *Restaurer l'ordre naturel* profondément ancré dans une rhétorique anti-genre et xénophobe. La présidence italienne du G7 cette année a également vu l'émergence de nouveaux groupes anti-genre, avec notamment la création du groupe « Family 7 », qui réunit des associations catholiques familiales opposées aux droits sexuels et reproductifs et aux droits des personnes LGBTQIA+. Le communiqué final adopté lors du sommet des cheffe-s d'État et présidé par Giorgia Meloni, ne fait par ailleurs aucune mention des droits sexuels et reproductifs.

Dans ces dynamiques d'alliances réactionnaires, Viktor Orbán est une figure centrale. Le dirigeant hongrois est par exemple l'instigateur de « Sommets pour la démographie », qu'il organise à Budapest depuis 2015, et pendant lesquels les cheffe-s de file de l'extrême droite et des droites ultraconservatrices européennes se rassemblent. Viktor Orbán multiplie également les liens avec Donald Trump et la frange la plus à droite du Parti Républicain. Il a notamment accueilli en avril 2024 à Budapest la Conservative Political Action Conference (CPAC), réunissant plusieurs figures de proue des droites ultraconservatrices trumpistes et l'extrême droite européenne, avec comme mot d'ordre « non au wokisme, non aux questions de genre et à la migration »⁶⁸. Quelques jours à peine après le début de la présidence hongroise du Conseil de l'UE en juillet 2024, Viktor Orbán a rencontré Vladimir Poutine, Xi Jinping et Donald Trump. Des choix politiquement orientés, contraires à la ligne de la politique étrangère européenne, qui illustrent la volonté du dirigeant hongrois de rapprocher l'extrême droite européenne et les chefs d'États ultraconservateurs et autoritaires.

Les perspectives pour faire avancer l'égalité de genre



Face à ce contexte de montée de l'extrême droite, les forces progressistes de toutes les institutions européennes et des États membres de l'UE doivent agir pour à la fois mobiliser des allié-e-s à leurs niveaux respectifs (au sein du Parlement, de la Commission européenne, du Conseil de l'UE, etc.) et pour veiller à ce que le projet européen ne soit ni abandonné, ni détourné.

1 Promouvoir des approches genre dans tous les portefeuilles de la Commission européenne

La nouvelle Commission européenne, présidée par Ursula Von der Leyen, a un rôle particulièrement important à jouer dans la définition des orientations de l'UE et dans le respect de ses valeurs fondamentales, notamment celle de l'égalité. Sa composition a cependant de quoi susciter des craintes sur la place qu'occuperont les droits des femmes et l'égalité de genre dans cette mandature. D'abord, sa composition ne respecte pas la parité, alors qu'il s'agit d'un principe qui découle de plusieurs textes de l'UE, dont l'article 8 issu du Traité sur le fonctionnement de l'UE et la Stratégie en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025. Malgré la pression exercée par U. Von der Leyen sur les États de l'UE, la nouvelle Commission ne compte que 40 % de femmes (elles étaient seulement 22 % dans les propositions initiales des États). De nombreux États, dont visiblement la France, ont préféré ne nommer qu'un candidat homme plutôt que de soumettre un binôme paritaire. Cette absence de parité n'est qu'en partie compensée par la nomination de quatre femmes aux six vice-présidences de la Commission européenne.

Ensuite, les membres de cette nouvelle commission sont majoritairement issus de partis de droites conservatrices qui ont traditionnellement des positions peu favorables aux droits des femmes. Sur ses 27 membres, 12 sont affilié-e-s aux familles conservatrices du Parti populaire européen (PPE). Un commissaire fait partie des Conservateurs et réformistes européens (CRE) et 5 sont classés comme indépendants. Cinq d'entre elles-eux sont membres de partis libéraux, lié-e-s à Renew Europe, tandis que 4 sont rattachés au Parti socialiste européen (PSE).

Les nouveaux portefeuilles de la Commission européenne donnent eux aussi à voir un agenda politique peu tourné vers les droits humains, qui donne la priorité aux objectifs économiques, à la compétitivité et aux intérêts géopolitiques de l'UE. L'égalité de genre doit faire l'objet d'une approche dédiée et transversale. Sur le premier point, l'absence de commission dédiée à l'égalité est un retour en arrière majeur par rapport à la précédente mandature. Sur le second point, l'analyse des portefeuilles « clés », et surtout des lettres de mission des commissaires, laisse voir une faible transversalisation du genre.

Le premier changement notable est la disparition pure et simple du poste de commissaire à l'Égalité, précédemment occupé par la commissaire Helena Dalli. Cette décision envoie un mauvais signal de non-priorisation de ce sujet par la nouvelle commission. La nouvelle commissaire désignée à l'Égalité Hadja Lahbib sera responsable de la préparation et la gestion des crises. S'il existe des liens entre les inégalités de genre et les contextes de crise, ces derniers ne couvrent qu'une partie de la problématique. Le risque est de voir l'égalité de genre disparaître ou, du moins, être reléguée aux seuls enjeux humanitaires. La lettre de mission de la commissaire belge mentionne le renouvellement de la Stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, la Stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTQIA+ et d'autres stratégies européennes de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Plan d'action contre le racisme, Stratégie relative aux droits des personnes handicapées etc.), et annonce d'une nouvelle feuille de route pour les droits des femmes. Une attention particulière devra être accordée au suivi de tous ces points.

En ce qui concerne les autres portefeuilles de la Commission, les enjeux liés au genre sont globalement absents ou peu intégrés. Le commissaire hongrois Olivér Várhelyi est nommé à « la santé et au bien-être animal ». Issu du parti de Viktor Orbán, il est certain qu'il s'opposera aux droits et santé sexuels et reproductifs et aux approches genre, ce qui est très préoccupant puisqu'il sera notamment chargé de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE en matière de santé mondiale. Sa lettre de mission ne mentionne d'ailleurs pas les inégalités de genre comme des déterminants en matière de santé, ni les DSSR. Plus largement, elle ne mentionne pas les enjeux de santé sexuelle, maladies sexuellement transmissibles, prévention contre le VIH.

Autre portefeuille important pour les droits des femmes, celui du commissaire à la Démocratie, la justice et l'État de droit. Bien que la lettre de mission invite le commissaire Michael McGrath à intensifier l'engagement avec la société civile, elle ne fait en revanche aucune mention du genre. Les luttes féministes sont pourtant cruciales pour la vitalité démocratique d'un pays et les féministes ont souvent été en première ligne pour la défense des droits humains et la préservation de l'État de droit, comme cela a été le cas avec les grèves féministes en Pologne.

Enfin, au niveau de la politique étrangère de l'UE, deux portefeuilles qui sont particulièrement liés aux droits des femmes n'y font quasiment pas référence. Il s'agit d'abord de la direction « partenariats internationaux », qui est tournée vers le commerce, la compétitivité de l'UE et ses intérêts économiques et géopolitiques. La lettre de mission du commissaire Jozef Síkela mentionne le GAP III et l'importance de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais elle ne laisse aucune place à la société civile et les enjeux liés au développement humain y sont absents. Enfin, la feuille de route destinée à Kaja Kallas, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, ne donne pas d'éléments sur ce que l'UE entend faire dans sa politique étrangère en matière de promotion des droits des femmes. C'est problématique à plusieurs titres, notamment parce que son poste la rend co-responsable de la mise en œuvre du GAP III et parce qu'elle devra jouer un rôle de coordinatrice entre les différents ministères des Affaires étrangères européens pour définir la position de l'UE. Il est donc important qu'elle se positionne clairement en faveur de l'égalité de genre.

Leviers d'action

- **Faire de l'égalité de genre un enjeu non négociable au sein de l'UE**, en ligne avec les différents traités européens qui ont consacré l'égalité comme une valeur fondamentale de l'UE⁶⁹ et parce qu'il en va du respect de l'État de droit.
- **Intégrer des approches genre de façon transversale** dans les portefeuilles de tou-te-s les commissaires et veiller à ce que des moyens humains et financiers y soient dédiés dans chaque commission.
- **Veiller à minima au respect des lettres de mission des commissaires qui affichent des objectifs genre.**
- **Attacher une attention particulière à la protection et à la promotion des droits humains et notamment des droits et santé sexuels et reproductifs** qui sont les plus contestés (droit à l'avortement, éducation à la sexualité, droits des personnes LGBTQIA+...).

2 Sécuriser des financements pour l'égalité de genre

Les eurodéputé-e-s de cette mandature vont prendre leurs responsabilités alors que les négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) débutent. Au vu des dynamiques nationales et de la nouvelle composition du Parlement européen, les arbitrages sont loin d'être acquis pour les financements en matière de droits des femmes, aussi bien au sein de l'UE qu'à l'international.

Au niveau national, plusieurs États de l'UE qui sont traditionnellement des donateurs importants en matière de solidarité internationale opèrent actuellement de très lourdes coupes budgétaires dans leur aide publique au développement. C'est notamment le cas en Suède, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas, quatre États membres de l'UE, qui étaient, il y a quelques années, les fers de lance des politiques étrangères féministes européennes. Bien que la mobilisation de la société civile ait permis de sauvegarder une partie des financements orientés vers le genre et les organisations féministes, en France notamment, ces coupes ont inévitablement des effets délétères sur l'effort budgétaire général pour l'égalité de genre. Aux Pays-Bas, ces coupes sont directement liées à l'arrivée au pouvoir d'une coalition de droite et d'extrême droite. La ministre actuelle du Commerce extérieur et de l'aide au développement, Reinette Klever, qui avait précédemment proposé la suppression complète du budget de la coopération, est désormais chargée de l'amputer de 2,5 milliards d'euros, sur les 3,9 milliards prévus pour 2024⁷⁰.

Au vu des dynamiques nationales et de la nouvelle composition du Parlement européen, les arbitrages sont loin d'être acquis pour les financements en matière de droits des femmes, aussi bien au sein de l'UE qu'à l'international.

Au niveau du Parlement européen, la forte présence de l'extrême droite et l'éventualité d'une convergence avec la droite conservatrice du PPE sur les enjeux d'aide publique au développement, mettent en danger le financement de l'égalité de genre et des associations féministes, et ce alors que l'UE s'est fixé des objectifs ambitieux en la matière dans sa politique extérieure.

Il existe des réseaux d'organisations expertes sur les financements genre, en particulier en matière de droits et santé sexuels et reproductifs, qui documentent les engagements et dépenses de l'UE et sont des alliées précieuses pendant ces séquences budgétaires. (exemples : IPPF et le consortium [Countdown 2030 Europe](#), dont Equipop est membre.

Leviers d'action

- **Augmenter les financements alloués aux organisations et mouvements féministes au sein de l'UE et à l'international.** En particulier, l'aide publique au développement bilatérale allouée aux organisations de défense des droits des femmes et aux mouvements féministes devrait être considérablement augmentée.
- **Adopter une budgétisation sensible au genre** dans le cadre du prochain cycle CFP afin d'analyser l'impact différencié des dépenses et des recettes des budgets publics sur les femmes et les hommes et veiller à intégrer le genre de façon transversale et spécifique dans tous les budgets et programmes pertinents. (Ex : inclure des lignes budgétaires ciblant le genre dans les programmes CERV, EU4Health, EU Social Fund +, NDICI).
- **Changer profondément les pratiques en matière de financements des associations, et en particulier féministes, notamment en allégeant les procédures administratives** afin de rendre les financements européens plus accessibles à de nouvelles associations féministes, et en **diffusant dans les administrations de l'UE une culture de la confiance envers les organisations de la société civile** qui défendent les droits humains et les approches féministes. Cela pourrait passer par la création de fonds de soutien dédiés aux associations féministes, en s'inspirant de ce qui existe aux Pays-Bas (Leading from the South) et en France (Fonds de soutien aux organisations féministes).
- **Veiller à la mise en oeuvre de mesures politiques et budgétaires pour renforcer la protection des femmes défenseuses des droits humains**, et notamment des activistes féministes qui sont particulièrement exposées à la répression et aux violences .
- Mettre tout en oeuvre pour atteindre les cibles actuelles du NDICI en matière d'égalité de genre et de développement humain, et les **renouveler dans le prochain CFP**.
- **Accroître les financements dédiés aux droits et santé sexuels et reproductifs, y compris à travers le financement d'agences onusiennes comme UNFPA et d'initiatives européennes comme l'initiative “Team Europe”** sur les DSSR en Afrique sub-saharienne, et conformément aux engagements pris par l'UE en la matière.
- Dans le cas des membres de l'UE faisant partie de la coalition Feminist Foreign Policy Plus (FFP+), **mobiliser les parties prenantes internes, les autres États, les donateurs et les agences de l'ONU** pour augmenter le total des fonds disponibles pour les mouvements féministes et les organisations et fonds de défense des droits des femmes.

3 Bâtir sur les outils et les avancées de l'Union européenne

Au fil des années, l'UE s'est dotée de textes et d'outils pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité de genre. Parmi les plus notables se trouvent la Stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes (2020 -2025), le Gender Action Plan III (adopté en 2020 et en phase d'être prolongé jusqu'en 2028), l'adhésion à la Convention d'Istanbul (2023) et la Directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2024). Ces textes ont permis plusieurs avancées significatives en matière d'égalité de genre au sein des États membres de l'UE, via des politiques internes, et au niveau international, via l'action extérieure de l'UE.

La **Stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes** (2020-2025) pose plusieurs bases importantes pour la défense des droits des femmes et la promotion de l'égalité de genre au sein de l'UE, en matière notamment de lutte contre les stéréotypes et les violences basées sur le genre, d'égalité salariale, et d'égale participation politique. La stratégie identifie explicitement l'inégalité entre les femmes et les hommes comme un « problème mondial » qu'il convient d'endiguer en tant qu'« objectif central de l'action extérieure de l'UE ». Elle souligne également qu'il est important que l'action interne de l'UE et son action extérieure en la matière soient cohérentes et se renforcent mutuellement. Concrètement, cela veut dire qu'il faut soutenir des politiques publiques progressistes au sein de l'UE et dans le monde, et cela passe notamment par le renforcement des solidarités féministes transnationales et le financement d'associations féministes à la fois au sein de l'UE et à l'international.

La **Directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique** est la première directive de l'UE sur les violences. Le texte n'inclut pas le viol, faute de consensus entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE pour en donner une définition au niveau communautaire. Il contraint les États membres à mener des actions de sensibilisation sur le consentement et il érige en infraction pénale et de façon harmonisée dans l'UE plusieurs actes dont : le cyberharcèlement, les mutilations sexuelles féminines, les mariages et stérilisations forcés, ou encore le partage non consenti d'images intimes, un phénomène récemment mis en lumière par le « revenge porn ». Sur la protection des victimes, le texte mettra en place une assistance juridique et sociale gratuite ainsi qu'une assistance téléphonique disponible 24h/24 et 7J/7 dans tous les États membres de l'UE.

Le 1^{er} juin 2023, le Conseil de l'Union européenne a approuvé l'adhésion de l'UE à la **Convention d'Istanbul**. Malgré le périmètre limité d'application de cette adhésion, il s'agit d'une avancée historique, et d'un levier important pour améliorer les dispositions actuelles au niveau européen, et dans les États membres en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, ainsi que pour pousser les derniers États de l'UE qui n'ont pas encore ratifié la convention à le faire. L'UE est désormais tenue de respecter des normes ambitieuses pour prévenir et combattre les violences basées sur le genre, le harcèlement sexuel, les mutilations sexuelles féminines et le mariage forcé. La Convention comprend aussi des mesures destinées à protéger les femmes migrantes et demandeuses d'asile.

Le **Gender Action Plan** (GAP III) adopté en 2020 est l'outil phare de l'Union européenne pour intégrer le genre dans sa politique extérieure. Il renforce la collaboration avec les organisations de la société civile. En effet, appelant l'UE à « montrer l'exemple », le GAP III prend des engagements ambitieux tels que l'augmentation du financement des organisations de défense des droits des femmes et des mouvements féministes. plus précisément, il fixe plusieurs objectifs à l'UE, notamment : 85 % de toutes les nouvelles actions de l'UE doivent être sensibles au genre ou ciblées sur le genre (marqueur G1) d'ici 2025.

Le rapport d'évaluation du GAP III⁷¹ publié par CONCORD Europe en 2023 met cependant en avant plusieurs limites, comme le manque de ressources humaines, la difficulté à appliquer une approche intersectionnelle et transformatrice de genre, et la faible priorisation budgétaire des enjeux liés à l'égalité de genre. Le soutien direct aux organisations de défense des droits des femmes et aux institutions chargées de l'égalité de genre représente moins de 0,5 % du total de l'aide publique au développement de l'UE dédiée à l'égalité de genre, selon l'OCDE⁷². Le GAP III ne bénéficie par ailleurs pas d'un soutien politique unanime des institutions européennes. Si le Parlement a salué le GAP et voté des résolutions pour renforcer son évaluation et sa mise en oeuvre, il n'en va pas de même pour le Conseil de l'UE. Ce dernier n'est pas parvenu à atteindre un consensus sur le texte du fait de l'opposition de la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne, qui ont refusé de l'endosser. Ces blocages politiques démontrent que l'intégration du genre dans les politiques européennes est loin d'être acquise.

D'autres textes moins spécifiquement dédiés aux droits des femmes et à l'égalité de genre mais avec des impacts importants sur ces enjeux, ont également été adoptés récemment. C'est le cas par exemple du **Digital Services Act** (DSA). Ce texte s'adresse aux fournisseurs de services numériques et notamment aux entreprises de la *Big Tech*. Il les oblige à mettre en place un système de signalement de contenus problématiques et à agir « promptement » pour retirer tout contenu illicite ou en rendre l'accès impossible dès qu'elles en ont connaissance. C'est ce texte notamment qui contraint désormais les plateformes comme X à publier des rapports de transparence sur les moyens consacrés à la modération des contenus illégaux, haineux, ou frauduleux. La démission de l'ex-commissaire européen et initiateur du DSA Thierry Breton, visiblement sur fond de désaccords avec Ursula Von der Leyen⁷³, appelle à redoubler de vigilance dans les mois et années qui viennent, afin que cet enjeu ne soit pas dé-priorisé par l'UE. Thierry Breton menait une approche extrêmement volontariste sur ces sujets et il est important que la Commission européenne ne fléchisse pas, et qu'elle s'assure de la mise en oeuvre des textes votés par l'UE.

Dans un rapport publié en 2023⁷⁴, Equipop et l'IGG analysent les violences sexistes et LGBTphobes en ligne et énumèrent un certain nombre de recommandations à l'attention de l'Union européenne. Celles-ci renforcent ou viennent en complémentarité avec le DSA. Elles incluent notamment un volet préventif, qui consiste par exemple à garantir l'accès à une éducation complète à la sexualité et à une éducation au numérique pour toutes et tous.

Leviers d'action

- Assurer la participation des organisations féministes dans la mise en oeuvre, l'évaluation et la conception et/ou le renouvellement des stratégies en matière d'égalité de genre (Gender Equality Strategy, GAP III) en particulier, et la renforcer dans les autres domaines d'action de l'UE. Cette participation doit être pensée dans des conditions qui permettent une réelle co-construction avec les activistes et expertes (compensation financière, interprétariat, prise en compte des retours ou justification de leur non-prise en compte) dans toute leur diversité (associations de solidarité internationale, associations locales dans les pays des Suds, associations locales européennes) et en prêtant une attention particulière à l'inclusion d'associations avec une approche et des expertises intersectionnelles (droits des femmes vivant avec un handicap, droits des femmes migrantes, des personnes LGBTQIA+...). Voir également à ce sujet les recommandations du consortium *Walking the Talk* dont Equipop est membre.
- Inclure de nouveaux engagements ambitieux dans la nouvelle stratégie **Egalité de genre 2025-2030**, y compris en matière de droits et santé sexuels et reproductifs, et y associer des moyens humains et financiers substantiels ainsi qu'un mécanisme de suivi-évaluation. (Ex : échange de bonnes pratiques et publication de recommandations de la Commission européenne en matière d'éducation complète à la sexualité).
- Mettre en oeuvre la **Convention d'Istanbul** et la **Directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique**, y compris dans son volet préventif, notamment en allouant les moyens nécessaires à la provision d'une éducation complète à la sexualité et d'accompagnements pour les victimes de violences sexistes et sexuelles.
- Soutenir et donner suite aux initiatives des mouvements féministes en faveur de l'égalité de genre. Par exemple, en cas de recevabilité de l'initiative « Ma voix, mon choix », prendre sans attendre les mesures nécessaires pour créer et financer un mécanisme européen qui garantisse l'accès à l'avortement sûr à travers l'UE.
- Conformément à la demande du Parlement européen, initier les travaux pour l'inscription des **DSSR dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE**.
- Maintenir une pression vis-à-vis des **Big Tech** pour qu'elles appliquent les dispositions prévues dans le DSA ainsi que celles prévues dans la Directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, notamment en matière de lutte contre les violences sexistes en ligne.
- Veiller à ce que la politique de solidarité internationale de l'UE reste alignée avec les objectifs de développement durable, la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités, conformément aux traités de l'UE et au Consensus européen sur le développement.

4 Maintenir une voix européenne progressiste dans les instances multilatérales

Dans les instances multilatérales, l'Union européenne fait partie des entités qui portent traditionnellement une voix progressiste en matière de droits des femmes et d'égalité de genre. En tant qu'entité européenne et par les voix individuelles de ses États membres, l'UE pèse sur la scène internationale et dispose de leviers diplomatiques importants au service des droits des femmes.

Il est important de maintenir cette voix européenne progressiste et de veiller à ce que la montée de l'extrême droite au sein des États membres ne conduise pas à une baisse de l'ambition de l'UE sur les droits des femmes, y compris en matière de droits sexuels et reproductifs. La Commission sur le statut des femmes, l'Assemblée mondiale de la santé, ou encore le Conseil des droits de l'Homme, sont des espaces où les mouvements anti-droits sont de plus en plus actifs, et où il est nécessaire que l'Union européenne redouble d'efforts pour porter un agenda féministe. Cet agenda doit être porté par l'UE de façon consistante dans toutes les instances multilatérales et dans tous les contextes, sans faire primer les intérêts économiques ou géopolitiques sur les droits humains.

Porter une voix progressiste et cohérente est d'autant plus nécessaire au vu des résultats de l'élection présidentielle des États-Unis. La réélection de Donald Trump aura des conséquences dévastatrices pour les droits sexuels et reproductifs ainsi que pour l'égalité de genre, tant au niveau des États-Unis qu'au niveau qu'international. Lors de son premier mandat, Donald Trump avait attaqué des dispositifs essentiels pour la couverture des contraceptifs, l'égalité salariale, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ainsi que des protections légales pour les personnes LGBTQIA+. Il avait réinstauré le *“Global Gag Rule”* (« règle du bâillon mondial »), qui suspend les financements des États-Unis ayant trait à l'accès à l'avortement à l'international. Le deuxième mandat de Trump suivra une ligne encore plus dure, avec la forte probabilité que son administration applique le « Projet 2025 »⁷⁵.

Ce projet ultraconservateur vise à durcir les lois anti-genre et à saper les droits sexuels et reproductifs. Présenté comme une feuille de route, il développe une série de recommandations politiques qui vont bien au-delà de la seule restriction de l'avortement, en prévoyant par exemple de limiter l'accès à la contraception. S'il est mis en œuvre, ce projet aura des conséquences sur la santé maternelle et l'égalité de genre plus largement. Ses auteurs prévoient de redéfinir les droits humains dans un sens ultraconservateur, en dévoyant les normes établies par la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres conventions internationales. En outre, ils prônent un retrait américain des organisations internationales et des alliances diplomatiques traditionnelles. Concrètement, cela conduirait les États-Unis, qui sont actuellement les premiers donateurs d'aide publique au développement, à couper drastiquement leurs financements en faveur de l'égalité de genre et de l'accès à la santé. À titre d'exemple, selon un rapport de l'association suédoise RFSU, les financements du gouvernement des États-Unis représentent aujourd'hui 74 % de tous les financements gouvernementaux alloués à la lutte contre le VIH dans le monde.

Leviers d'action

- Mettre fin aux « doubles standards » de la diplomatie de l'UE et de certains de ses États membres et **adopter une approche genre cohérente dans tous les pans de l'action extérieure de l'UE.**
- Augmenter les financements de l'UE dans les fonds multilatéraux au service de l'égalité de genre (ONU Femmes), des droits et de la santé sexuels et reproductifs (UNFPA, Fonds mondial).
- Porter un plaidoyer européen sur l'intégration du genre dans les cadres politiques et stratégiques multilatéraux et y associer des moyens financiers accrus, avec une attention particulière portée aux violences basées sur le genre (Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; OMS ; UNESCO; etc.).
- Renforcer le dialogue avec les associations et mouvements féministes pour co-construire les positionnements de l'UE dans les instances multilatérales, notamment en vue de la CSW70 et de Beijing+30 en 2025 et des échéances qui suivront dans le cadre de l'Agenda post-2030.
- Repenser les relations bilatérales UE-États-Unis à l'aune de la réélection du Donald Trump, notamment dans le cadre de la présidence polonaise du Conseil de l'UE, qui a identifié dans ses priorités le renforcement de la coopération avec les États-Unis.
- Renforcer et multiplier les dynamiques d'alliances entre États « affinitaires » de l'UE pour maintenir une ambition européenne forte en matière d'égalité de genre et ne pas diluer les positions de l'UE dans les processus onusiens, y compris sur les droits et la santé sexuels et reproductifs.
- Entretenir et étendre les dynamiques en cours autour du développement de politiques étrangères féministes dans les États membres, soutenir l'adoption d'une politique étrangère féministe de l'UE et renforcer les moyens financiers et humains qui y sont dédiées. Ex : augmenter les moyens pour systématiser les formations des diplomates de l'UE sur les enjeux genre et les approches féministes.

5 Changer le traitement médiatique de l'extrême droite européenne

Les médias ont un rôle crucial dans la formation de l'opinion publique. Certains, s'éloignant de toute déontologie et détournant la notion de neutralité journalistique, servent de relais à la diffusion d'idées d'extrême droite. La montée de l'extrême droite à l'échelle mondiale a ainsi été facilitée par une couverture médiatique disproportionnée de ses discours par certains médias. Cette exposition a participé d'une normalisation et d'une légitimation de discours dangereux pour les droits humains et l'égalité de genre.

Les médias peuvent aussi jouer un rôle décisif dans la lutte contre l'extrême droite en exposant ses dérives, en déconstruisant ses discours populistes misogynes, racistes, LGBTphobes, et en informant le public sur les enjeux démocratiques et les dangers de ses idéologies discriminatoires.

Mais les médias peuvent aussi jouer un rôle décisif dans la lutte contre l'extrême droite en exposant ses dérives, en déconstruisant ses discours populistes misogynes, racistes, LGBTphobes, et en informant le public sur les enjeux démocratiques et les dangers de ses idéologies discriminatoires.

La récente séquence électorale française a d'ailleurs démontré l'importance des mouvements féministes et des médias engagés (notamment indépendants et presse quotidienne régionale) pour alerter le grand public sur les dangers de l'extrême droite et pour favoriser la mobilisation sociale. La combinaison des efforts de la société civile et de ces médias a sans aucun doute eu un impact sur l'issue des élections législatives de juillet 2024, permettant d'éviter une majorité d'extrême droite. Elle peut et doit aussi permettre de construire des discours et une société basés sur l'égalité et la solidarité. D'autres médias, comme la branche francophone de la RTBF en Belgique, ont quant à eux pris la décision d'appliquer un cordon sanitaire politique et médiatique interdisant depuis 1992 la présence en direct de l'extrême-droite sur les plateaux télévisés dans les médias publics, et s'y tiennent.

Dans un contexte de montée de l'extrême droite, il est nécessaire d'agir à plusieurs niveaux : au niveau des pratiques journalistiques, en promouvant un journalisme éthique qui ne participe pas au renforcement des conservatismes et des discriminations ; et au niveau politique, en réparant les dysfonctionnements du système médiatique dans plusieurs pays européens afin de garantir la liberté de la presse et le pluralisme des médias.

Leviers d'action

- **Intégrer de façon systématique les enjeux d'égalité de genre dans la couverture médiatique** des dossiers européens (exemple : quelle prise en compte du genre dans la politique de soutien à l'Ukraine ? Lors des conférences sur le climat ?).
- **Produire, publier et relayer des analyses et des décryptages de l'extrême droite au Parlement européen** : analyser les votes des eurodéputé-e-s ; documenter les liens entre les responsables politiques d'extrême droite ; généraliser les pratiques de "fact-checking" pour mettre au jour la désinformation utilisée par l'extrême droite, déconstruire ses discours et rappeler systématiquement le projet de société raciste et sexiste poursuivi par l'extrême droite, de façon parfois masquée ; généraliser les pratiques d'enquêtes sur les groupes masculinistes, anti-genre et anti-immigration et leurs discours.
- **Interroger régulièrement les partis et responsables politiques sur leurs actions en matière d'égalité de genre** et rappeler leurs engagements en la matière.
- **Mettre en œuvre le *European Media Freedom Act*** afin de mieux protéger les médias et journalistes européens face aux pressions politiques et économiques.
- **Renforcer la protection des journalistes au sein de l'UE et à l'international**, avec une attention particulière pour les femmes et personnes racisées journalistes qui sont à l'intersection de plusieurs types de violences et discriminations.
- **Créer des réseaux d'action qui fédèrent des journalistes, expert-e-s, associations et activistes féministes** afin d'identifier et d'encourager des bonnes pratiques journalistiques qui ne renforcent pas les conservatismes, et pour penser des stratégies collectives de lutte contre la banalisation des idées d'extrême droite dans le débat public.
- **Veiller à ne pas renforcer les stéréotypes sexistes** (ne pas caricaturer les femmes politiques ou inférioriser les femmes journalistes et expertes ; ne pas attribuer systématiquement l'analyse de certains sujets jugés « masculins » à des hommes, comme la défense ou l'intelligence artificielle ; se référer au site expertes.fr pour favoriser la participation de femmes expertes) ; donner la parole aux femmes et personnes LGBTQIA+, notamment issu-e-s de groupes marginalisés.

Sigles et glossaire

Sigles

Acrimed : Action critique Médias

Afd : Alternative pour l'Allemagne, parti d'extrême droite allemand

AFD : Agence Française de Développement

ANO : Akce nespokojených občanů/Oui (République tchèque)

APD : Aide publique au développement

CRE : Conservateurs et réformistes européens

DSSR : Droits et santé sexuels et reproductifs

ECS : Éducation complète à la sexualité

ENS : Europe des nations souveraines

FPÖ : Freiheitliche Partei Österreichs / Parti de la Liberté d'Autriche

GUE/NGL ou La Gauche : Groupe de la gauche au Parlement Européen

ID : Identité et Démocratie

IGG : Institut du Genre en Géopolitique

LGBTQIA+ : Lesbienne, Gay, Bisexuel·le, Transgenre, Queer, Intersexe, Asexuel·le +

NDICI : Instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale

PfE : Patriotes pour l'Europe

PPE : Parti Populaire Européen

PVV : Partij voor de Vrijheid / Parti pour la Liberté (Pays-Bas)

S&D : Groupe de l'Alliance Progressiste et des Socialistes et Démocrates

Verts/ALE : Les Verts, Alliance Libre européenne

VVD : Volkspartij voor Vrijheid en Democratie / Parti populaire pour la liberté et la démocratie (Pays-Bas)

Glossaire

Backlash : Le terme « backlash » – traduit par « retour de bâton » en français et théorisé pour la première fois par Susan Faludi, journaliste américaine – est communément utilisé pour désigner l'action de mouvements conservateurs et masculinistes qui réagissent violemment dès que les droits des femmes connaissent de nouvelles avancées. Ils déploient des stratégies pour non seulement saper ces progrès, mais aussi faire reculer les droits des femmes de façon générale. (Source : Equipop, Fondation Jean-Jaurès, Droits des femmes : combattre le « backlash », Recommandations pour la politique étrangère de la France, p.4, janvier 2023, accessible via : https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/02/rapport_backlash_Equipop_FondationJeanJaures.pdf).

CFP : Le budget à long terme ou cadre financier pluriannuel (ou *Long-term budget* ou *multiannual financial framework* - MFF) Chaque année, un budget européen est adopté par le Parlement Européen et le Conseil de l'UE. Celui-ci fixe un cadre de gestion des finances de l'Union Européenne sur les priorités des politiques de l'UE (égalité de genre, environnement, santé etc.). (Source : Conseil de l'Union Européenne, Le budget à long terme de l'UE, accessible via : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-long-term-budget/#what>)

Cordon sanitaire : Une pratique qui vise à exclure les partis d'extrême droite des prises de décisions importantes et des postes de pouvoir au sein de l'Union Européenne.

Fémonationalisme : Le terme « fémonationalisme » a été conceptualisée par la chercheuse Sara R. Farris. C'est est une contraction de « nationalisme féministe et fémoocratique », qui désigne l'instrumentalisation des luttes féministes et des violences faites aux femmes à des fins électoralistes racistes, islamophobes et xénophobes. (Source : Arlette Gautier, Article de revue: « Sara R. Farris, Au nom des femmes. « Fémonationalisme ». Les instrumentalisation racistes du féminisme ». Syllepse, coll. Nouvelles questions féministes, 2021, accessible à <https://shs.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2024-1-page-187?lang=fr>).

Front républicain : Alliance politique entre les partis politiques français dits « de l'arc républicain » pour faire barrage à l'extrême droite dans l'accès à des mandats et positions décisionnaires. Cette pratique a par exemple été mobilisée en 2024, lorsque le Nouveau Front Populaire (NFP), la majorité présidentielle sortante et une partie de la droite des Républicains se sont rassemblés lors du second tour des élections législatives pour présenter des candidatures uniques face au RN et organiser ainsi un « front républicain ».

Le Gender Action Plan : (GAP III) adopté en 2020 est l'outil phare de l'Union européenne pour intégrer le genre dans sa politique extérieure. Il renforce la collaboration avec les organisations de la société civile, qui le considèrent comme une amélioration par rapport aux précédents plans.

Principe de subsidiarité : Concept clé dans l'Union Européenne qui détermine quel niveau d'autorité est le plus approprié pour prendre une décision. En vertu du principe de subsidiarité, l'Union européenne prend des décisions seulement s'il est plus pertinent de le faire au niveau européen qu'au niveau national, régional ou local. En d'autres termes, le niveau de décision inférieur est privilégié tant qu'il agit plus efficacement. Le but est de mettre en place les politiques européennes au plus proche des citoyens. (Source : Toute l'Europe, Principe de subsidiarité, août 2023, accessible via : <https://www.touteleurope.eu/le-glossaire-de-l-europe/principe-de-subsidiarite/>)

Notes de bas de page et références

-
- 1 Courrier International, « Vu d'Allemagne. Pour éviter l'extrême droite, ne gouvernez pas comme les Français! », 15 septembre 2024, accessible via : https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-allemande-pour-eviter-l-extreme-droite-ne-gouvernez-pas-comme-les-francais_221834
 - 2 Fondation Jean Jaurès, « L'extrême droite, les services publics et les fonctionnaires », 21 juin 2024, accessible via : <https://www.jean-jaures.org/publication/lextrême-droite-les-services-publics-et-les-fonctionnaires/>
 - 3 Nejma Brahimi, « Partout en Europe, l'extrême droite a surfé sur la peur de l'immigration », Mediapart, 14 juin 2024, accessible via : <https://www.mediapart.fr/journal/international/140624/partout-en-europe-l-extreme-droite-surfe-sur-la-peur-de-l-immigration>
 - 4 Arte, « 77 % des auteurs de viols à Paris seraient des étrangers ? » Désintox, 23 avril 2024 accessible via : <https://www.arte.tv/fr/videos/118587-038-A/77-des-auteurs-de-viols-a-paris-seraient-des-etrangers/>
 - 5 Le Monde, « Élections européennes 2024 : les résultats en Italie », 9 juin 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/elections-europeennes/article/2024/06/09/elections-europeennes-2024-les-resultats-en-italie_6238290_1168667.html
 - 6 Equipop, « Quand l'extrême droite avance les droits des femmes reculent », mai 2024, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2024/05/Rapport-Quand-lextrême-droite-avance-les-droits-des-femmes-reculent-Equipop.pdf>
 - 7 Olivier Faye, « En Italie, le droit des femmes selon Giorgia Meloni », Le Monde, 22 septembre 2022, accessible via : https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2022/09/22/elle-croit-a-la-femme-a-la-maison-c-est-effrayant-pour-le-pays-le-droit-des-italiennes-selon-giorgia-meloni_6142658_4500055.html
 - 8 Cécile Debarge, « L'Italie de Meloni ouvre les centres de consultation familiale aux anti-avortements », Mediapart, 3 mai 2024, accessible via : <https://www.mediapart.fr/journal/international/030524/l-italie-de-meloni-ouvre-les-centres-de-consultation-familiale-aux-anti-avortements>
 - 9 Scheffer, Nicolas, « Europe : le RN de Jordan Bardella toujours dernier pour soutenir les LGBT+ », Têtu, 22 avril 2024, accessible via : <https://tetu.com/2024/04/22/europe-elections-europeennes-extreme-droite-jordan-bardella-votes-droits-lgbt/>
 - 10 Reporters Sans Frontières (RSF), Paysage médiatique en Hongrie, 2024, accessible via : <https://rsf.org/fr/pays/hongrie>
 - 11 Angela Giuffrida, « Meloni 'turning Italian broadcaster into megaphone for far right », The Guardian, 17 avril 2024, accessible via : <https://www.theguardian.com/world/2024/apr/17/meloni-italian-broadcaster-rai-megaphone-for-far-right>
 - 12 Heinrich Böll Stiftung, « Liberté des médias : En France, péril sur l'information entre crise, concentration et dépendance », 25 avril 2024, accessible via : <https://fr.boell.org/fr/2024/04/25/liberte-des-medias-en-france-peril-sur-linformation-entre-crise-concentration-et-dependance>
 - 13 Ibid.
 - 14 Arcom, « Réexamen de la saisine de l'association Reporters sans frontières (RSF) », 31 juillet 2024, accessible via : <https://www.arcom.fr/se-documenter/espace-juridique/decisions/reexamen-de-la-saisine-de-lassociation-reporters-sans-frontieres-rsf>
 - 15 Libération, « Débat de l'entre-deux-tours : ne laissons pas Jordan Bardella invisibiliser Marine Tondelier », 2 juillet 2024, accessible via : https://www liberation.fr/idees-et-debats/debat-de-lentre-deux-tours-ne-laissons-pas-jordan-bardella-invisibiliser-marine-tondelier-20240702_EJFXMX5FXRGLVNZRF3UFCXQRAA/
 - 16 Arrêt sur Images, « Élections européennes : Où sont passées les questions féministes? », 7 juin 2024, accessible via : <https://www.arretsurlimages.net/articles/elections-europeennes-ou-sont-passees-les-questions-feministes>
 - 17 Nejma Brahimi, « Partout en Europe, l'extrême droite a surfé sur la peur de l'immigration », Mediapart, 14 juin 2024, accessible via : <https://www.mediapart.fr/journal/international/140624/partout-en-europe-l-extreme-droite-surfe-sur-la-peur-de-l-immigration>
 - 18 Correntin Lesueur, « La très chère publicité Facebook des eurodéputés RN, entre dépenses record et prestataires amis », Le Monde, 2 juin 2023, accessible à : https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/06/02/la-tres-chere-publicite-facebook-des-eurodeputes-rn-entre-depenses-record-et-prestataires-amis_6175830_823448.html
 - 19 Clothilde Goujard, Elisa Braun et Mark Scott, « Europe's far right uses TikTok to win youth vote », Politico, 17 mars 2024, accessible via : <https://www.politico.eu/article/tiktok-far-right-european-parliament-politics-europe/>
 - 20 Clothilde Goujard et Hanne Cokelaere, « By the numbers: The MEPs lighting up TikTok », Politico, 17 mars 2024, accessible via : <https://www.politico.eu/article/numbers-meps-lighting-up-tiktok-european-parliament-politics/>
 - 21 Diana Zulli et Terri L. Towner, « The Effects of « Live », Authentic, and Emotional Instagram Images on Congressional Candidate Evaluations », Research Gate, Octobre 2021, accessible via : https://www.researchgate.net/publication/356875779_The_Effects_of_Live_Authentic_and_Emotional_Instagram_Images_on_Congressional_Candidate_Evaluations
 - 22 Olivier Clairouin, « Comment expliquer le succès de Jordan Bardella sur TikTok ? », Le Monde, 5 juillet 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/07/05/comment-expliquer-le-succes-de-jordan-bardella-sur-tiktok_6246964_4408996.html
 - 23 Veronica Gennari, « BARDELLA, M.MARÉCHAL...: TIKTOK, NOUVELLE ARME DE L'EXTRÊME DROITE AUX ÉLECTIONS », Blast, 5 juin 2024, accessible via : <https://www.youtube.com/watch?v=d5-GgchuCgs>
 - 24 Olivier Clairouin, « Comment expliquer le succès de Jordan Bardella sur TikTok ? », Le Monde, 5 juillet 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/07/05/comment-expliquer-le-succes-de-jordan-bardella-sur-tiktok_6246964_4408996.html
 - 25 Clothilde Goujard, Elisa Braun et Mark Scott, « Europe's far right uses TikTok to win youth vote », Politico, 17 mars 2024, accessible via : <https://www.politico.eu/article/tiktok-far-right-european-parliament-politics-europe/>
 - 26 BR24, NetzWelt, « Comment Maximilian Krah veut contourner sa restriction TikTok ? », 24 mai, 2024, accessible via : https://www.br.de/nachrichten/netzwelt/wie-maximilian-krah-seine-reichweitenbeschraenkung-auf-tiktok-umgehen-will_Udh9so9

- 27** Olivier Georgi, « La machine à populisme de l'AfD », *Frankfurter Allgemeine*, 24 mars 2024, accessible via : <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/afd-nutzt-tiktok-als-propagandainstrument-das-kann-man-dagegen-tun-19606207.html>
- 28** Ibid.
- 29** Equipop, IGG, « Contrer les discours masculinistes en ligne », septembre 2023, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/09/Rapport-Contrer-les-discours-masculinistes-en-ligne-EquipopIGG.pdf>
- 30** Arnaud Leparmentier, « Elon Musk, de donateur à acteur direct de la campagne de Donald Trump », *Le Monde*, 21 octobre 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/21/elon-musk-de-donateur-a-acteur-direct-de-la-campagne-de-donald-trump_6357121_3210.html
- 31** Hugo Palacin, Valentin Ledroit, « Élections européennes 2024: quelle est la composition du nouveau Parlement européen ? », *Toute l'Europe*, 17 juillet 2024, accessible via : <https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/elections-europeennes-2024-quelle-repartition-des-sieges-dans-le-futur-parlement-europeen/>
- 32** Site officiel du Parlement européen, « Résultats des élections européennes 2024 », 23 juillet 2024, accessible via : <https://results.elections.europa.eu/fr/>
- 33** Paula Soler et Aida Sánchez Alonso, « Parlement européen: naissance d'un nouveau groupe de gauche », *Euronews*, 7 septembre 2024, accessible via : <https://fr.euronews.com/my-europe/2024/09/07/parlement-europeen-naissance-dun-nouveau-groupe-de-gauche>
- 34** Hugo Palacin, « La France Insoumise souhaite créer un nouveau parti européen », *Toute l'Europe*, 19 septembre 2024, accessible via : <https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/la-france-insoumise-souhaite-creer-un-nouveau-parti-europeen/>
- 35** Quentin Gérard, « Ça ne sera pas une énième cénacle de technocrates : La France Insoumise va créer un nouveau parti au Parlement Européen », *Public Sénat*, 20 septembre 2024, accessible via : <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/ca-ne-sera-pas-un-enieme-cenacle-de-technocrates-la-france-insoumise-va-creer-un-nouveau-parti-au-parlement-europeen>
- 36** Ibid.
- 37** Mediapart, « Dossier Argent public: le RN accusé de détournements de fonds européens », 31 octobre 2024, accessible via : <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/argent-public-le-rn-accuse-de-detournements-de-fonds-europeens>
- 38** Site officiel du Parlement européen, « Résultats nationaux Suède », 16 juillet 2024, accessible via : <https://results.elections.europa.eu/fr/resultats-nationaux/suede/2024-2029/>
- 39** Site officiel du Parlement européen, « Résultats nationaux Danemark », 15 juillet 2024, accessible via : <https://results.elections.europa.eu/fr/resultats-nationaux/danemark/2024-2029/>
- 40** Site officiel du Parlement européen « Sièges par groupe politique, Pologne - Session constitutive », 16 juillet 2024, accessible via : <https://results.elections.europa.eu/fr/pologne/>
- 41** Hugo Palacin, « Avec 39 % de députées, la part de femmes stagne au sein du nouveau Parlement européen », *Toute l'Europe*, 16 juillet 2024, accessible via : <https://www.touteurope.eu/institutions/avec-39-de-deputees-la-part-de-femmes-stagne-au-sein-du-nouveau-parlement-europeen/>
- 42** Hanne Cokelaere, « Right-wing surge obstructs gender balance in European Parliament », *Politico*, 29 juillet 2024, accessible via : <https://www.politico.eu/article/european-parliament-male-dominated-gender-balance-equality-stalls-right-wing-decline/>
- 43** Ibid.
- 44** Equipop, IGG, « Contrer les discours masculinistes en ligne », septembre 2023, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/09/Rapport-Contrer-les-discours-masculinistes-en-ligne-EquipopIGG.pdf>
- 45** Magnus Lund Nielsen, « Parité des genres et cordon sanitaire: le casse-tête des présidences des commissions parlementaires », *Euractiv*, 24 juillet 2024, accessible via : <https://www.euractiv.fr/section/institutions/news/parite-des-genres-et-cordon-sanitaire-le-casse-tete-des-presidences-des-commissions-parlementaires/>
- 46** Bruno Odent, « Remigration: L'effroyable projet de l'extrême droite allemande de déporter 2 millions de personnes », *l'Humanité*, 16 janvier 2024, accessible via : <https://www.humanite.fr/monde/afd/remigration-leffroyable-projet-de-lextreme-droite-allemande-de-deporter-2-millions-de-personnes>
- 47** Tagesspiegel, „Merz droht CDU mitgliedern mit Parteiausschluss.“, 23 décembre 2021, accessible via : <https://www.tagesspiegel.de/politik/merz-droht-cdu-mitgliedern-mit-parteiausschluss-6854638.html>
- 48** Die Zeit, „Die Brandmauer — bald nur noch eine Ruine?“, septembre 2024, accessible via : <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2024-09/kooperation-afd-cdu-friedrich-merz-thueringen>
- 49** Equipop, « Quand l'extrême droite avance les droits des femmes reculent », p.13, mai 2024, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2024/05/Rapport-Quand-lextreme-droite-avance-les-droits-des-femmes-reculent-Equipop.pdf>
- 50** Virginie Malingre, « Au Parlement européen, les oeillades des conservateurs à l'extrême droite », *Le Monde*, 24 octobre 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/24/au-parlement-europeen-les-illades-des-conservateurs-a-l-extreme-droite_6358931_3210.html
- 51** Equipop, « Quand l'extrême droite avance les droits des femmes reculent », mai 2024, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2024/05/Rapport-Quand-lextreme-droite-avance-les-droits-des-femmes-reculent-Equipop.pdf>
- 52** Arte, Documentaire « White Power - Au coeur de l'extrême droite européenne », septembre 2024, accessible via : <https://www.arte.tv/fr/videos/117239-000-A/white-power-au-coeur-de-l-extreme-droite-europeenne/>
- 53** Concept de gestion de l'immigration et de sécurité aux frontières de l'Union Européenne soutenu par l'extrême droite. Le Rassemblement Nationale comme d'autres partis d'extrême droite défendent l'idée d'une double protection : d'une part, la sécurisation des frontières extérieures de l'UE pour contrôler l'entrée des migrants et des réfugiés ; d'autre part, l'instauration de contrôles renforcés aux frontières intérieures des États membres qui le demandent: Clément Guillou et Corentin Lesueur, *Le Monde*, Elections européennes : comment le RN tergiverse sur sa principale promesse, la « double frontière », juin 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/07/double-frontiere-comment-le-rn-tergiverse-sur-sa-principale-promesse-des-elections-europeennes_6237836_823448.html
- 54** Libération « Le Conseil d'État est formel : le Rassemblement national est bien d'extrême droite », 11 mars 2024, accessible via : https://www.liberation.fr/politique/le-conseil-detat-est-formel-le-rassemblement-national-est-bien-dextreme-droite-20240311_NTEK4OFJVFQ2TLVKFEU5VJZARQ/?redirected=1
- 55** Arte, Documentaire « White Power - Au coeur de l'extrême droite européenne », septembre 2024, accessible via : <https://www.arte.tv/fr/videos/117239-000-A/white-power-au-coeur-de-l-extreme-droite-europeenne/>

- 56** Le Monde, « Le Vlaams Blok flamand condamné pour racisme, 9 novembre 2004, accessible via : https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/11/09/le-vlaams-blok-flamand-condamne-pour-racisme_386472_1819218.html
- 57** Arte, Documentaire « *White Power* - Au coeur de l'extrême droite européenne, septembre 2024, accessible via : <https://www.arte.tv/fr/videos/117239-000-A/white-power-au-coeur-de-l-extreme-droite-europeenne/> ; Selena Frasson et Luigi Scarano, « Hymnes à Mussolini et « Sieg Heil » : à l'intérieur du mouvement de jeunesse du parti de Giorgia Meloni », Mediapart, 27 juin 2024, accessible via : <https://www.mediapart.fr/journal/international/270624/hymnes-mussolini-et-sieg-heil-l-interieur-du-mouvement-de-jeunesse-du-parti-de-giorgia-meloni>
- 58** Nelly Delot, « *White Power* sur Arte - une plongée dans l'extrême droite européenne », Libération, 3 septembre 2024, accessible via : https://www.liberation.fr/international/europe/white-power-sur-arte-une-plongee-dans-lextreme-droite-europeenne-20240903_DY2H6MXZDNEAZOZ66VBIHKIWCW/?redirected=1&redirected=1
- 59** Pierre Miroir, « Dissolution des groupes d'extrême droite : une mesure efficace ? », L'Humanité, 28 juin 2024, accessible via : <https://www.humanite.fr/politique/extreme-droite/dissolution-des-groupes-dextreme-droite-une-mesure-efficace>
- 60** Thomas Schnee, « Comment l'Allemagne lutte contre une extrême droite enracinée », Mediapart, 25 juin 2017, accessible via : <https://www.mediapart.fr/journal/international/250617/comment-l-alle-magne-lutte-contre-une-extreme-droite-enracinee>
- 61** Pierre Plottu et Maxime Macé, « Après l'UE et l'ONU, les États-Unis s'alarment de la menace terroriste d'extrême droite », Libération, 8 avril 2020, accessible via : https://www.liberation.fr/planete/2020/04/08/apres-l-ue-et-l-onu-les-etats-unis-s-alarment-de-la-menace-terroriste-d-extreme-droite_1784619/
- 62** Magali Della Sudda, « Extrême droite en Europe: Les Femmes au service de la « dédiabolisation », La Déferlante, p.32, août 2024, accessible via : <https://revueladeferlante.fr/produit/la-deferlante-15-resister-en-feministes/>
- 63** Ibid.
- 64** Terme sociologique élaboré par Talcott Parsons. Il désigne le modèle familial traditionnel, composé de deux parents hétérosexuels — un homme et une femme — avec des enfants. Ce modèle est souvent présenté comme l'idéal normatif dans certaines sociétés, reflétant les rôles de genre traditionnels, avec l'homme occupant la place de soutien économique et la femme celle responsable des soins et de l'éducation des enfants.
- 65** La Déferlante, « Résister en féministes », Numéro 15, août 2024, p.34, accessible via : <https://revueladeferlante.fr/produit/la-deferlante-15-resister-en-feministes/>
- 66** Rozenn Le Carbboulec, « Fémonationalisme, ou l'instrumentalisation des droits des femmes à des fins racistes », Gendercover, 1^{er} août 2024, accessible via : <https://gendercover.substack.com/p/femonationalisme-sara-r-farris>
- 67** Charlotte Bozonnet, « Némésis, collectif xénophobe et féministe autoproclamé, et ses batailles idéologiques », Le Monde, 5 juillet 2024, accessible : https://www.lemonde.fr/campus/article/2024/07/05/nemesis-collectif-xenophobe-et-feministe-autoproclame-et-ses-batailles-ideologiques_6247219_4401467.html
- 68** Equipop, « Quand l'extrême droite avance les droits des femmes reculent », mai 2024, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2024/05/Rapport-Quand-lextreme-droite-avance-les-droits-des-femmes-reculent-Equipop.pdf>
- 69** L'égalité est une valeur fondatrice de l'Union européenne, inscrite dans les traités européens, notamment aux articles 2 et 3, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne (TUE), aux articles 8, 10, 19, 153 et 157 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et aux articles 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux.
- 70** Jean-Pierre Stroobants, « Pays-Bas : une fragile coalition entre la droite et l'extrême droite s'installe au pouvoir », Le Monde, 3 juillet 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/07/03/pays-bas-une-fragile-coalition-entre-la-droite-et-l-extreme-droite-s-installe-au-pouvoir_6246416_3210.html
- 71** Concord, "European Confederation of NGOs working on sustainable development and international cooperation, Implementing the EU Gender Action Plan III: Turning ambition into impact?", 21 juin 2023, accessible via : <https://concordeurope.org/resource/implementing-the-eu-gender-action-plan-iii-turning-ambition-into-impact/>
- 72** Equipop, « Quand l'extrême droite avance les droits des femmes reculent », mai 2024, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2024/05/Rapport-Quand-lextreme-droite-avance-les-droits-des-femmes-reculent-Equipop.pdf>
- 73** Virginie Malingre, « La démission de Thierry Breton, conclusion d'une relation houleuse avec Ursula von der Leyen », Le Monde, 16 septembre 2024, accessible via : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/09/16/la-demission-de-thierry-breton-conclusion-d-une-relation-houleuse-avec-ursula-von-der-leyen_6320607_3210.html
- 74** Equipop, IGG, « Contrer les discours masculinistes en ligne », septembre 2023, accessible via : <https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/09/Rapport-Contrer-les-discours-masculinistes-en-ligne-EquipopIGG.pdf>
- 75** RFSU, "Project 2025 : an ultraconservative plan for expanding extreme anti-gender laws and dismantle the multilateral system", Septembre 2024, accessible via : <https://www.rfsu.se/globalassets/pdf/project-2025/executive-summary-global-impacts.pdf>



Equipop est une association féministe qui agit pour un monde où tous les êtres humains, indépendamment de leur sexe et de leur genre, voient leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs. Pour concrétiser cette vision, Equipop allie mobilisation sociale et politique, et soutien financier et technique aux associations partenaires et aux activistes féministes. Pour nourrir son plaidoyer, Equipop publie régulièrement des rapports et se joint à l'action collective des chercheuses et chercheurs qui documentent les stratégies des mouvements anti-droits. Membre de plusieurs réseaux (Countdown 2030 Europe, Walking the Talk, AWID), Equipop s'inscrit dans des mouvements et mobilisations féministes au niveau français, européen et mondial.

equipop.org

En coopération avec l'association Heinrich-Böll-Stiftung

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
PARIS
France | Italie